

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION DU SUPPLÉMENT

Francis CHEVASSU

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Paris, 26, rue Drouot (9^e), Paris

Sommaire

Prince de HOHENLOHE.	L'Ambassade à Paris
A. B.	Mémoires inédits
LOUIS SCHNEIDER.	La réforme
CHARLES DE ROUVRE.	Le tremblement de terre de Messine en 1783
ANDRÉ BEAUNIER.	L'Amour de Sol
EDMOND CLERAY.	Nouvelle inédite
J. PELADAN.	A travers les Revues
	Le Commerce ambulant de Paris
	Les idées et les formes
	Le livre de demain

Page Musicale

CAMILLE CHEVILLARD. Chemins d'Amour

L'AMBASSADE A PARIS
du Prince de Hohenlohe

MÉMOIRES INÉDITS

On se rappelle le retentissement qu'obtint la première partie des *Mémoires du Prince de Hohenlohe*, dont le *Figaro*, voici trois mois, offrit la première à ses lecteurs. Nous devons à l'obligeance de l'éditeur, M. Louis Comar, les bonnes feuilles du second volume, qui va paraître prochainement, et qui embrasse une période de douze années, de 1866 à 1878. Ce volume, comme le premier, offre un grand intérêt au point de vue politique et fournit à l'histoire une importante contribution à propos du drame qui aboutit à la constitution de l'Empire allemand.

L'un des chapitres les plus intéressants est celui qui a trait à l'ambassade du prince à Paris. Avec un tact infini et une rare souplesse, il exécute les instructions conciliantes de l'empereur Guillaume I^{er}, sans négliger en rien celles du chancelier. Au jour le jour, il nous fait connaître les démarches, les conversations avec le maréchal de MacMahon, le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, M. Thiers et les personnages de la société française avec lesquels il est en relations.

L'édition française des *Mémoires du Prince de Hohenlohe* est complétée par des documents du plus haut intérêt, entre autres le texte du traité de San Stefano et les protocoles du Congrès de Berlin.

Berlin, 18 février 1874.

Vicior (1) m'avait informé, ces derniers jours, de l'intention de Bismarck de me donner le poste d'ambassadeur à Paris. Entre temps, j'en discutai avec Marie à Düsseldorf, quand hier soir, à neuf heures, Bismarck me fit appeler. Il me reçut dans son cabinet, fit apporter des cigares et de l'eau de Vichy et commença par m'entretenir de choses et d'autres. Puis il passa à l'ambassade. Il m'exposa d'abord les difficultés de trouver un ambassadeur : les grands seigneurs prussiens ne convenaient pas ; aussi en préférait-il un qui ne fût pas prussien. Il passa ensuite en revue Pétrowsbourg, où l'on ne pouvait se passer de Reuss ; Londres, où Mürster faisait merveille ; et Vienne, où l'on ne pouvait rappeler Schweinitz, parce qu'il ne convenait pas à Paris. Vienne, d'ailleurs, serait trop peu important pour moi. Et puis ce n'était pas, à proprement parler, un poste d'Empire, de même qu'une guerre avec l'Autriche ne pouvait être d'une importance européenne. A Paris, il en était autrement. Toute l'Europe était intéressée à la guerre ou à la paix franco-allemande. En outre, à Vienne, ma position vis-à-vis du roi de Bavière serait délicate, tandis qu'à Paris je représenterais également la Bavière.

Ensuite, il me raconta sur Arnim tout ce qu'il avait sur le cœur, non sans une certaine amertume. A l'entendre, Arnim s'est bien révélé tel que je l'ai toujours jugé : vaniteux, égoïste, faux, mais extrêmement adroit. Arnim vient d'accepter d'être déplacé à Constantinople ; par conséquent, ce côté pas d'obstacle. Quand l'ambassadeur pour la Turquie sera nommé, Arnim sera rappelé de Paris. Mais pour ne pas indisposer le Reichstag, Bismarck veut remettre sa nomination jusqu'à la clôture de la session. Je lui demandai si je devais écrire au roi de Bavière ; cela lui parut tout naturel. Nous concertâmes alors la teneur de la lettre. Bien que le consentement du Roi ne soit pas indispensable, il est bon d'en user d'une formule qui lui laisse l'apparence d'un consentement.

Quant aux congés, il est facile d'en obtenir de trois mois et plus. Suivant Bismarck, les affaires commencent à chomer avec le départ pour les bains de mer, soit pendant les mois de juillet, août et septembre. Nous ne fîmes qu'effleurer le côté politique de la question, nous réservant de le traiter plus tard. Bismarck ne dit que ceci : « Nous voulons la paix ; mais si les Français poussent leurs armements de façon à être prêts dans cinq ans et qu'ils soient résolus à nous attaquer au bout de ce temps, nous leur déclarerons la guerre dans trois ans. » Il leur a donné clairement à entendre. Le grand reproche que Bismarck fait à Arnim, c'est d'avoir renversé Thiers ou de ne l'avoir pas soutenu, alors qu'il le devait. En se consolidant, la France trouvera plus facilement des alliés. Thiers en était moins capable ; par conséquent, nous avions tout intérêt à le voir rester en place.

(1) Frère du prince, duc de Ratibor.

Berlin, 2 mai 1874 (1).

Bismarck m'avait convoqué à un entretien aujourd'hui à deux heures. Je fus exact au rendez-vous, et la princesse me reçut jusqu'à ce que Bismarck fût en mesure de me recevoir. Je le trouvai dans son lit, en vêtement de nuit blanc. Il avait assez bonne mine et, sans autres préambules, il me parla d'Arnim ; ce sujet nous retint longtemps. Bismarck me répéta ce qu'il m'avait confié jadis, qu'il ne pouvait se reposer sur Arnim, et qu'il lui avait signifié à lui-même qu'on se passerait désormais de lui. Néanmoins l'Empereur le maintenait toujours à son poste. Quand l'Empereur consentit enfin à le retirer de Paris, Bismarck conseilla de ne pas le mettre à disposition mais de l'expédier à Constantinople. Arnim accepta bien le poste, mais au lieu de s'y rendre paisiblement, il commença ses publications dans la *Presse* de Vienne, qui furent suivies de toutes les révélations qu'on sait.

Pour ce qui est de la France, prétend Bismarck, nous avons tout intérêt à ce qu'elle ne devienne ni assez puissante à l'intérieur ni assez respectée à l'étranger, pour se gagner des alliés. La République en proie aux troubles intérieurs, c'est la paix garantie. Une République forte serait — il le reconnaissait — un dangereux exemple à tous les points de vue pour l'Europe monarchique. Toutefois, je crois avoir compris qu'il trouve la République moins dangereuse que la monarchie, qui favorise toute espèce de complications à l'étranger. Nous n'aurions rien à gagner à voir les Orléans remonter sur le trône. D'ailleurs Chambord n'est pas à craindre, car il n'a aucune envie de s'exposer aux désagréments de régner. De tous les prétendants au trône de France, ceux qui nous conviennent le mieux étaient encore les Bonapartes. La meilleure solution était encore que la situation demeurât telle quelle.

En fait de politique étrangère, nous avons un intérêt capital — Bismarck insistait sur ce point — à entretenir de bonnes relations avec l'Autriche et la Russie. Car du jour où ces deux puissances entreraient en conflit, nous nous trouverions dans l'alternative épineuse d'opter pour l'une ou l'autre.

Quant à la politique française, elle tendrait actuellement à chercher querelle à Tunis et à y prendre pied. Cela serait avantageux pour nous, car la France s'engagerait et serait liée de ce côté. Evidemment le commerce allemand et Tunis en souffriraient. Mais Bismarck mettait, semblait-il, l'intérêt politique bien au-dessus des intérêts commerciaux. Il désire que je me rende au plus tôt à mon poste de Paris.

Berlin, 6 mai 1874.

Ce matin, au ministère des affaires étrangères. Eludé les dossiers. Discuté avec Bucher et Styrum l'interpellation de Russel (2). Conclusion : c'est Morier qui l'a inspirée. Puis je fis une visite à la princesse Bismarck, pour me faire annoncer chez son mari. On m'invita à dîner et je me trouvai avec le frère de Bismarck. C'est Bismarck lui-même sous les traits candides d'un propriétaire de terre noble dans la Marche. A table, Bismarck rappela des souvenirs de 1870, sa discussion avec Roon et Moltke, la renonciation du prince de Hohenzollern et la condescendance du Roi mettait hors d'eux-mêmes. Puis la dépêche d'Amben, et la publication abrégée que lui, Bismarck, en avait faite et qui rendait la guerre inévitable. Ensuite, il passa à la guerre d'Autriche de 1866, aux difficultés rencontrées lors de la conclusion de la paix. Bismarck avait demandé à Moltke : « Que faites-vous si les Français franchissent le Rhin ? » — « Je couvrirai la ligne de l'Elbe avec 100.000 hommes », répondit Moltke, et je marcherais contre la France. » Ce parti parut peu sage à Bismarck ; c'est pourquoi il conclut la paix. D'ailleurs on avait obtenu de l'Autriche ce qu'on désirait, à savoir notre liberté d'action en Allemagne.

Après le dîner, je racontai à Bismarck que la Princesse Impériale m'avait invité à lui écrire. D'après lui c'est une phrase, et il me déconseilla d'écrire, car l'Empereur en pourrait prendre ombrage. Que je veuille informer le roi de Bavière, c'est une autre question, et je puis le faire sans arrière-pensée. Je lui demandai encore quelle conduite je tiendrais à l'endroit des bonapartistes. Rien pour eux, rien contre eux, me fut-il répondu. Ce sont eux qui feraient toujours le mieux notre affaire en France, car ils rencontreraient des difficultés dans le pays. Pour ce qui touche à l'Eglise, ajoutai-je, je m'en tiendrais à sa politique, mais je priais qu'on m'informât immédiatement, au cas où cette politique changerait. Bismarck le promit, avec cette remarque qu'aucun changement n'était à prévoir, tant que le parti adverse ne proposerait pas de *modus vivendi*, seul arrangement possible entre Rome et nous.

Pour finir, je me recommandai à sa bienveillance et à son indulgence. Il me dit : « Je n'ai pas besoin de vous recommander de ne pas déployer trop de zèle... Vous avez assez travaillé dans les grandes affaires. Il est toujours bon de peser calmement les choses, avant d'agir. Mais vous n'avez plus à recevoir des leçons de prudence. »

Berlin, 7 mai 1874.

Aujourd'hui, audience chez l'Empereur pour prendre congé. Il me reçut dans son cabinet, m'invita à prendre place en face de lui, et se montra très aimable.

Bismarck, dit-il, qu'il est allé voir aujourd'hui, l'a informé qu'il m'avait déjà

donné des instructions. Pour son compte, il désire conserver avec la France les meilleurs rapports qu'il est possible. Bismarck attache une importance particulière à ce que la France ne devienne ni trop forte, ni capable d'alliance. Très bien. Pourtant, il ne serait ni possible ni convenable de nous employer à jeter le trouble et le désordre en France. Puis il mit le sujet sur les bonapartistes. L'Empereur Alexandre et Gortchakoff lui avaient dit (mais sans lui expliquer en quoi) que les Bonapartes gagnaient du terrain. « Pour notre compte, nous ne pouvons qu'applaudir de voir un Bonaparte reprendre le gouvernement, mais j'ignore comment un jeune homme de dix-huit ans s'y prendra pour gouverner un pays comme la France ? Il serait bon, pense l'Empereur, d'attendre quelques années, pour laisser au prince Napoléon le temps de prendre de l'âge. Je rappellerai alors mon entretien avec Napoléon en 67. L'Empereur y rattacha une conversation qu'il avait eue, à la même époque, avec Nigra. Comptant que ses paroles viendraient aux oreilles de Napoléon, il lui avait dit : « Je ne verrai l'unité de l'Allemagne de ma vie, mon fils peut-être non plus. Mais elle viendra. Et si Napoléon cherche alors à l'empêcher, il y succombera. » Le propos fut rapporté à Napoléon qui y répondit : « En cela, le roi fait erreur. Je ne commettrai pas cette faute. » Et pourtant, concluait l'Empereur, les choses se sont passées ainsi, bien que sans la faute de Napoléon. Puis il parla d'Arnim ; il était visiblement sous l'impression de l'entretien qu'il avait eu tout à l'heure avec Bismarck. Pour finir, il me remercia du sacrifice que je faisais en allant à Paris : « La princesse le ressentira bien aussi. » Sa confiance m'honorait hautement, et je le remerciai de la distinction qu'il me témoignait. La conversation prit fin, sur l'assurance de l'Empereur que je possédais sa pleine confiance.

A noter encore que l'Empereur m'a chargé de transmettre ses salutations au maréchal MacMahon. Le Prince Impérial également.

Paris, 22 mai 1874.

Arrivé à Paris lundi soir, 18 mai. Le matin du 19, à l'hôtel de l'ambassade. L'après-midi, promenade sur les boulevards. Dîné chez la princesse Wittgenstein.

Le 20, visite d'inspection à l'hôtel de l'ambassade, puis visite à Apponyi, et six heures chez Decazes (1). Après l'échange des courtoisies d'usage, Decazes mit l'entretien sur la situation politique du jour. Il pense que le parti conservateur se ralliera de nouveau et retrouvera sa force ; le ministère n'est pas encore constitué, mais il ne tardera pas à l'être. Pour son compte, il préférerait qu'on allât lentement en besogne, car il ne voulait pas d'un *réplacage*, mais d'une combinaison qui offrirait plus de chance de durée. Les conservateurs devaient avant tout sentir qu'ils se trouvaient en face d'un danger. Les bruits du jour démontrent que l'essai de renouer l'opinion publique n'est pas demeuré sans succès. Decazes lui-même serait bien disposé à rester au ministère, car il ne cessera de servir son pays, tant qu'il se saura utile. Mais il tient à savoir préalablement quelle figure lui feront ses collègues. Aussi ne devait-il rester en place (il en avait informé le maréchal) qu'à la condition que ses collègues, réunis par Goulard (3), lui pussent et que leur programme concordât avec ses vues.

C'est sur le règlement des attributions du maréchal que leurs programmes pouvaient diverger. Sur les détails, on arriverait bien à s'entendre. Mais s'il devait revenir aux affaires d'une façon durable, il n'aurait rien de plus pressé que d'assurer les meilleures relations entre la France et l'Allemagne. Je me contentai de lui répondre que je m'estimerais heureux d'entretenir avec lui des rapports d'affaires, et que mes instructions étaient de fortifier les bonnes relations entre les deux gouvernements.

L'audience à l'Elysée promet d'être solennelle. Elle aura lieu à une heure.

Paris, 25 mai 1874.

Hier, à une heure, visite à la duchesse de Magenta, puis chez Fourtou, le nouveau ministre de l'Intérieur (4). C'est un homme jeune encore, plein d'aisance et beau parleur. Il regrette le ministère des Cultes, parce que les Beaux-Arts y étaient joints. Les Cultes, à vrai dire, lui avaient donné quelque embarras surtout à l'époque du mandement (5).

Mais sa circulaire aux évêques avait porté des fruits. A Berlin, dis-je, on ne s'était pas attendu à cette démarche, au début. Au reste, ajouta-t-il, il ne s'en était pas tenu là, et avait encore saisi cette occasion pour prêcher la modération à l'épiscopat. Le fait m'a été raconté aussi par Decazes. On est encore sous l'impression des notes transmises à cette époque par Arnim.

(1) Duc Decazes, ministre des Affaires étrangères.

(2) Le 16 mai, le duc de Broglie, président du Conseil des ministres, a demandé pour le projet de loi électorale soumis à l'Assemblée nationale la priorité sur le projet de loi communale, et posé à cette occasion la question de confiance. Le gouvernement fut battu par 384 voix contre 317, et le ministère Broglie donna sa démission.

(3) Chargé par le maréchal de constituer un nouveau ministère, Goulard échoua.

(4) Du ministère Cissay, constitué le 22 mai.

(5) En 1873, différents évêques de France avaient des plus violemment attaqué dans leurs lettres pastorales l'Italie, la Suisse et l'Allemagne, ces persécuteurs de l'Eglise. L'évêque de Nancy avait réclamé des prières en faveur de la réunion de Strasbourg et Metz à la France. L'Allemagne demanda que l'évêque fût réprimandé. Le 18 octobre 1873, le comte d'Arnim reçut le mandat de déclarer sans détour que l'Allemagne envisageait « l'attitude de la presse française et les déclarations des fonctionnaires en vue, aussi bien temporels que spirituels, comme une provocation ». Le 30 octobre, Arnim eut un entretien avec le duc de Broglie, qui s'en montra fort impressionné. Les pourparlers au sujet de cet incident se poursuivirent jusqu'en février 1874.

Sur l'avenir du nouveau ministère, Fourtou se montrait des plus optimistes. Le ministère aurait certainement la majorité. On discuterait en premier lieu la loi municipale, puis la loi électorale et enfin le Grand Conseil (1). Fourtou lui-même déclarait le ministère en soi macmahonien. Le soir, j'eus la visite du ministre de la Justice, et aujourd'hui du général Ladmiraull, gouverneur de Paris. Ensuite, j'assistai aux courses d'Auteuil dans la loge du maréchal. J'y trouvai Montaigne, le nouveau ministre de la Marine, le préfet de Police (un homme jeune encore), les ambassadeurs de Turquie, d'Angleterre et de Russie, et des aides de camp.

Paris, 3 juin 1874.

Aujourd'hui, à Versailles, à l'Assemblée nationale (2). Aspect singulier de la salle. Au-dessus du siège présidentiel, le plafond porte les trois lys des Bourbons. Lindau, qui m'accompagnait, me désignait les personnages de marque. Gambetta, l'air commun, gros, trapu, avec de longs cheveux noirs ; Grévy, qui rappelle Simon (il n'est plus président) ; Jules Favre, Ricard, Crémieux, Léon Say, Casimir-Périer et d'autres célébrités se trouvaient là réunies. Thiers était absent, Dufaure également.

La séance commença par un discours d'une demi-heure du jeune M. de Castellane, qui combattit le *suffrage universel* avec un aplomb incroyable, au milieu des protestations et des rires de la gauche. Ledru-Rollin, qui lui succéda, défendit le *suffrage universel* et contesta à l'Assemblée le droit de l'abolir. Il ne pouvait prononcer une phrase qui ne fût suivie d'une minute d'interpellation. Les vieux Veil-Castel, et après lui Dahirel, de la droite, n'interrompaient pas seulement d'un mot, mais par des phrases entières. Le tout couvert par des clameurs générales ; bref, une vraie comédie. Du président et du vice-président (à moi inconnus), nul ne tenait compte. Je n'ai entendu sa voix qu'une seule fois : quand il nomma Ledru-Rollin, que personne ne connaissait. Ledru-Rollin parlait bien et avec calme. Je dus repartir à cinq heures pour arriver à temps chez moi. Le soir, je dînai chez Durand avec ces Messieurs de l'ambassade. Rudhart (3) me porta un toast auquel je répondis. Le 4 au matin, visite à Pierre. Pour lui, le seul gouvernement qui ait quelque chance de vivre en France est celui des Bonapartes. Le Français est démocrate et autoritaire. L'Empire seul répondrait à ces deux qualités.

Paris, 9 juin 1874.

Cet après-midi j'eus la visite du prince de Joinville. Il me parla des affaires de France et, faisant l'éloge du maréchal, il relevait le fait qu'un militaire seul était capable de gouverner la France, du moment qu'on avait laissé échapper l'occasion de rétablir la monarchie. A son avis, Thiers aurait pu la rétablir s'il l'avait voulu. L'Assemblée nationale, prétend-il, ne consentira pas à se dissoudre avant d'avoir constitué la *deuxième Chambre*. A celle-ci il attaché une importance toute spéciale, plus grande qu'à la loi électorale pour la deuxième Chambre. Il n'y a à rien de naturel, car c'est justement par le moyen de cette deuxième Chambre, ou Chambre des sénateurs, que les Orléans espèrent recouvrer le trône. Mais cette raison est précisément celle qui empêchera républicains et légitimistes de former une majorité. Le prince paraît très bien informé. Mais sa surdité rend la conversation difficile.

Paris, 16 juillet.

Ce matin, visite à Thiers. Il entra en matière en me disant qu'il comptait m'apporter le jour même ses sympathies à l'occasion de l'attentat (4). Son amitié pour Bismarck datait de loin et les pourparlers de la paix l'avaient encore fortifiée. Le prince lui avait bien facilité les choses, en adoucissant les conditions dans la mesure qu'il pouvait. *Je ne dis pas cela à mes compatriotes, qui trouvent qu'on a été trop dur*, ajouta-t-il, mais il pensait autrement et se sentait, par conséquent, l'obligé de Bismarck. Puis il rappela les attentats de Louvel et Fieschi. Le premier n'aurait eu aucun complice, à ce qu'il prétend. Dans les temps de haine générale et passionnée, les assassins politiques agissent toujours seuls. Quant à Fieschi, il était l'instrument d'une conjuration. Le récit de son attentat ne manque pas d'intérêt. Thiers, alors ministre de l'Intérieur, chevauchait à côté de Louis-Philippe quand soudain, d'un point du boulevard, une détonation partit, semant le plus grand désarroi. Quarante personnes gisaient à terre, tuées ou blessées ; le cheval de Thiers fut tué. Thiers se rendit ensuite, avec une section de gardes de Paris, au domicile de Fieschi, où ils le trouvèrent. Il avait commis l'attentat au compte du parti radical d'alors, sans avoir lui-même grand intérêt à l'affaire. *Je l'ai fait, disait-il, comme on brûle des pétards*.

Thiers passa ensuite à la situation politique. Magne, prétend-il, aura grand-peine à se maintenir (5). Il le regrette, car Magne serait un excellent ministre des Finances, formé à l'école du baron Louis, un génie de la finance, dont il a lui aussi (Thiers) reçu les leçons. Il est vrai que Magne est bonapartiste, mais en même temps un homme sensé.

Le rapport présenté à la séance d'hier par M. de Ventavon serait, d'après

(1) Le projet de Chambre haute (Sénat).

(2) Le 2 juin, le projet de loi électorale était entré en discussion.

(3) Envoyé bavarois.

(4) Attentat de Kullmann sur la personne de Bismarck, à Kissingen, le 13 juillet.

(5) Magne, ministre des Finances, donna sa démission le 15 juillet, après que l'Assemblée nationale eut refusé de voter les nouveaux impôts, destinés à couvrir le déficit.

Thiers, une chose ridicule (1). D'ailleurs, il avait rencontré un fort mauvais accueil et serait rejeté. Mais alors, que mettre à la place ? Thiers n'en sait rien lui-même et croit qu'on n'aboutira à rien du tout. La dissolution approche à grands pas. Ou bien l'Assemblée se dissoudra prochainement, et les élections se feront en septembre, ou bien l'on se séparera pour se retrouver en automne et voter alors la dissolution. *Je ne peux pas croire que l'Assemblée passera l'année*, disait Thiers. D'ailleurs, il n'attendra pas la clôture pour aller à la campagne, car il ne peut souffrir la chaleur. Les séances de la semaine prochaine seront très orageuses.

Paris, 20 juillet.

Hier après-midi, Thiers venait me faire sa visite d'adieu avant de partir pour la Suisse. Il dit que Paris devient trop chaud pour lui. Je le soupçonne plutôt de vouloir laisser travailler ses amis tout seuls, sûr qu'on le rappellera le jour où le maréchal viendra à tomber. Il aborde toute espèce de sujets, entre autres le Jardin des Plantes.

J'ai dépensé trente millions pour le Jardin des Plantes (notamment pendant son ministère sous Louis-Philippe). Il dit merveille des collections, surtout des minéraux. Puis il passe à Napoléon III. L'Empereur aimait à le consulter avant le coup d'Etat et, par l'entremise de Walewski, pendant son règne. En 1859, après Novara, Napoléon voulait déclarer la guerre à l'Autriche et, dans cette intention, avait fait prendre l'avis de Thiers, qui l'en avait vivement dissuadé. Il y avait réussi, simplement en mettant sous les yeux de l'Empereur les décrets nécessaires, qui l'avaient déconcerté. Il recourut alors à Hübnér, chargé d'affaires autrichien, et l'amena à proposer l'Autriche un adoucissement des conditions de paix. Le gouvernement autrichien y consentit et évita, de cette manière, une guerre avec la France.

Venant à parler ensuite de la guerre de 1866, il releva l'impression fâcheuse que l'attitude passive de Napoléon (qu'il avait adoptée sous la pression de Goltz) avait produite dans l'Empire. De là datait sa chute. Avec tout le parti bonapartiste, l'Impératrice jugeait la guerre nécessaire pour restaurer le prestige de Napoléon. Elle avait dit : *Mon fils ne régnera jamais, si le prestige n'est pas rétabli par une guerre victorieuse*. A vrai dire, les députés, eux aussi, étaient opposés à la guerre et l'avaient prié de voter contre elle, mais ensuite, par crainte de nuire à l'Empire, ils l'avaient malgré tout votée, le laissant tout seul de son avis (Thiers). Il en alla de même pour l'expédition du Mexique. Pour ce qui est de la crise actuelle, Thiers ne se compromet pas. Il se borne à dire : *Si on pouvait faire quelque chose du maréchal*, on trouverait bien alors à s'en tirer. Le plus grand malheur semble être à son avis de ce qu'il n'est plus président. Nous causerions aussi de ma politique en Bavière, et de mes tentatives pour constituer une Confédération du Sud, qu'il approuvait naturellement beaucoup.

28 juillet.

Avant-hier, une commission désagréable m'est venue de Berlin. Je devais informer confidentiellement Decazes que, au cas où la France ne surveillerait pas mieux ses frontières et continuerait à favoriser les Carlistes, nous ferions des démarches diplomatiques officielles et prendrions d'autres mesures sur la côte.

Je partis l'après-midi pour Versailles, pris une voiture jusqu'au Petit-Trianon, où Decazes habite, et me fit premièrement annoncer chez la duchesse, à qui je devais une visite. Sur ces entrefaites, le ministre parut en personne, et proposa un tour de parc. La promenade traînant en longueur, je profitai d'un instant où le baron Hirsch s'occupait de la duchesse pour m'acquiescer de ma mission. Un long entretien s'ensuivit. Dieu sait comment les choses tourneront ! Les Français ne renoncent pas volontiers à favoriser les Carlistes ; chez nous l'opinion est excitée. Quand je voulus partir, sept heures sonnaient, et deux parents du duc, le vieux comte Saint-Aulaire et M. de Langsdorff arrivèrent pour le dîner. Decazes m'invita à dîner avec eux, et la trouvée du pot. Je restai. A table se trouvèrent encore deux enfants et un long abbé, qui s'enquit avec intérêt de Dollinguer. Ensuite Decazes raconta toutes sortes de faits curieux ; ainsi, telle l'idée du maréchal de donner le ministère de l'Intérieur au prince de Joinville. Hier, j'expédiais le courrier ; j'eus donc beaucoup à faire et ne puis sortir qu'à six heures et demi.

Berlin, 31 août 1874.

Un télégramme me mandait hier à Babelsberg, chez l'Empereur. Je partis donc à midi. L'Empereur me reçut dans son cabinet de travail, belle grande chambre, mais rendue extrêmement inconfortable (comme en général les maisons gothiques) par toute espèce d'escaliers et des recoins incommodes. Nous parlâmes de Paris, du roi de Bavière et de la reconnaissance de Serrano (2). L'Empereur ne paraissait pas encore se remettre d'avoir eu la main forcée par Bismarck. Il se plaignait que Bismarck, pour obtenir ce qu'il voulait, le menaçât tout de suite de se retirer. Cet état ne pouvait durer. Bismarck était très excité, et l'on ne pouvait pas du tout prévoir jusqu'où il devait l'entraîner (l'Empereur). Pour le moment, il fallait se montrer conservateurs, mais le moyen de le devenir, après s'être avancé si loin ! L'Empereur, pensant que je me rendais

(1) Sur l'article de la loi constitutionnelle, concernant les attributions du maréchal.

(2) En janvier, un coup d'Etat avait mis Serrano en possession du pouvoir. A la fin du mois de juillet, le gouvernement allemand ouvrit des pourparlers avec les puissances pour le faire reconnaître. Il s'agissait de lui prêter un appui moral contre les Carlistes.

(3) Le cabinet Cissay avait donné sa démission le 6 janvier à la suite de sa défaite lors du vote sur l'ordre des discussions.

à Varzin, me pria de lui rendre compte de l'état où j'aurais trouvé Bismarck. Je lui répondis que mon dessin n'était pas d'aller à Varzin, sans une invitation de Bismarck. L'Empereur m'approuva. Ensuite j'eus encore un entretien particulier avec l'Impératrice, et déjeunai avec le couple impérial. L'Impératrice ne cache pas le dépit où l'ont mise les rancœurs des journaux sur le soi-disant voyage de l'Empereur en Italie. Quelle bêtise ! L'Empereur ne pouvait pourtant pas laisser tout en plan ! A part moi, je me disais que le bien souverain ne retirerait que du bien d'un hiver passé dans un climat plus doux. Mais je me tus, car la contradiction n'eût fait que gêner les affaires sans aucun profit.

Je me fis conduire au nouveau palais, où je manquai le prince et la princesse impériale.

A noter encore ce mot de l'Empereur : « On ne flatte pas un grand seigneur comme vous, je dois néanmoins vous dire que je suis très content de vos services, et que la façon dont vous rédigez vos rapports me plaît infiniment. Vos rapports m'intéressent beaucoup. » Au moment de prendre congé, il me dit encore : « Je ne vous dis que ça : continuez comme vous avez commencé ! »

Berlin, 25 octobre 1874.

Aujourd'hui, audience chez l'Empereur. Nous parlâmes d'abord de la reine de Bavière et de sa conversion (1). Le fait a fort irrité l'Empereur, d'autant que certaines lettres de la princesse Charles de Hesse prouvent que la Reine n'eût pas du tout préparé ni suffisamment instruite, et qu'elle s'est convertie sans savoir au juste ce qu'elle faisait. Dans l'affaire Arnim (2) l'Empereur déplore avant tout le scandale de voir un fonctionnaire aussi haut placé se livrer à de pareils actes. Quant au personnage lui-même, il a perdu tout droit aux regrets de l'Empereur depuis qu'il est établi qu'il l'a trompé sans nécessité dans l'affaire de la *Presse* de Vienne et en d'autres occasions.

Je dis ensuite que je revenais de Varzin, remis à l'Empereur les compliments dont j'étais chargé, et répondis à sa question touchant la santé de Bismarck. Interrogé sur ses plans de retour, je sortis avec des ménagements extrêmes ce que je savais du discours du trône. Le prince, dis-je, sans trouver là de quoi bonder l'Empereur, pense néanmoins qu'on ne lui en vaudra pas (au cas où le passage en question serait modifié dans le sens qu'on sait, et contraire à sa manière de voir) de ne pas se rendre solidaire, par sa présence, d'une déclaration qui, bien qu'étant de son ressort, contredit à sa conviction. L'Empereur cita alors le passage du mémoire en question, et me dit sa crainte, qu'on ne nous soupçonnât de vouloir recommencer la guerre entre la France. Pour son compte, il ne voulait en entendre parler. Il était trop vieux pour reprendre les armes ; mais il craignait que Bismarck ne l'y amenât insensiblement. De là sa méfiance. Si telle était l'intention du prince, répondis-je, j'en serais pour sûr averti le tout premier. Or, je ne m'étais aperçu de rien. D'autre part, les Français étaient des enfants mal élevés, qu'on ne pouvait gagner par la bonté, mais qui devaient être sans cesse contenus par la peur. Le passage en question ne visait pas les conditions qui pouvaient se former contre nous, mais simplement les calomnies qu'on colportait sur nous. L'Empereur se caressa la barbe et, sans répondre à mes objections : « Cette affaire me vaudra un conflit avec le prince Bismarck, et je vous saurais gré de parler dans mon sens au prince. »

Paris, 2 janvier 1875.

Le 31 décembre, réception, chez le maréchal, à l'Elysée, pour l'échange des compliments de nouvelle année. Toute la cérémonie était assez maladroïtement arrangée. Quand on est président d'une République, on ne doit pas jouer au souverain.

Le 1^{er} visite d'été Doyen, confident du roi d'Espagne (3), avec qui je m'entretenus de la proclamation d'Alphonse. A la suite de cela, dépêche à Berlin, une masse de correspondance. Préparé, en outre, le courrier qui devait être expédié le lendemain. Ecrivis jusqu'à minuit et demi.

Le 2, journée plus calme. Le soir, chez la princesse Troubetzkoy, conversation avec Emile de Girardin, auquel j'ai fait quelques compliments flatteurs sur son article de la *France*. Puis avec le Doyen, que la princesse veut décider à se rendre chez Orlov ; j'avais mission de le gagner à ce projet. Mais l'Espagnol avisa ne se laisser pas faire, prétextant qu'il ignorait les dispositions de l'Empereur Alexandre. Je ne pouvais que lui donner raison. — Le général Fleury m'ayant salué, nous liâmes conversation. Il me parla de son voyage à Salzbourg avec l'Empereur, et de Constantin, dont il fit un vil éloge. — Il y avait là un singulier mélange de notabilités de toute espèce.

Paris, 13 janvier 1875.

Au cours de la soirée à l'Elysée, j'ai eu l'occasion de parler assez longtemps de la situation avec le maréchal MacMahon. A propos de la crise ministérielle (4), il me disait qu'il était impossible à Broglie d'entrer maintenant au

(1) La reine veuve de Bavière, née princesse de Prusse, avait passé au catholicisme le 12 octobre.

(2) Le 4 octobre, Arnim avait été mis en prison préventive.

(3) Alphonse, fils de la reine Isabelle, devenu majeur le 28 novembre, avait déjà reçu à cette date, en Angleterre, une adresse de félicité signée par la majorité des grands d'Espagne. Le 24 décembre, il était chez sa mère à Paris. Le 31, partant les troupes gouvernementales l'accablèrent comme leur roi.

(4) Le cabinet Cissay avait donné sa démission le 6 janvier à la suite de sa défaite lors du vote sur l'ordre des discussions.

ministère pour s'exposer le lendemain à une défaite, lors de la discussion des lois constitutionnelles. Au reste, disait-il, il y avait place pour bien des décisions, jusqu'à l'issue de la discussion des lois.

Je lui dis : « Vous serez content quand vous serez débarrassé des lois constitutionnelles. » Il ne le nia pas. Jusqu'à maintenant il avait dû s'en tenir à ces lois ; mais si l'Assemblée l'en dispensait, il ne voyait là rien de d'avantageux. On pouvait très bien se passer des lois en question. On cherchait alors avant tout à mettre sur pied une loi électorale meilleure, puis on dissolvait l'Assemblée. Je dis : « Naturellement vous laissez à l'Assemblée le soin de décider la dissolution ; la chose ira toute seule, si le gouvernement la réclame ! » Oui, répondit-il, et il ajouta : mais ce ne sera pas avant six mois. Pour le moment, la discussion du budget et de plusieurs autres lois prendrait encore un temps considérable. Et il pesa de nouveau sur les mots « pas avant six mois ». L'impression que j'emporte de tout notre entretien est que le maréchal verrait de très bon œil qu'on lui laissât gagner du temps, et qu'il voudrait bien jouir encore de quelques mois d'une existence tranquille avant le dénouement. Revenant sur les lois constitutionnelles, il me dit qu'il serait évidemment déplorable de ne prendre aucune mesure de précaution pour le cas où il mourrait subitement.

Mais il se consolait de nouveau en disant : « Alors l'Assemblée trouvera moyen de me remplacer. » Je conclus par ce vœu : « J'espère que le bon Dieu vous conservera à la France », et nous nous séparâmes.

Paris, 14 janvier 75.

Le comte Apponyi ne croit pas du tout au rétablissement de la maison d'Orléans. Sans parler du fait que le comte de Paris dépend formellement du comte de Chambord, et qu'il ne peut, par conséquent, sans agir déloyalement, prétendre au trône de France aussi longtemps que le comte de Chambord est en vie, il doit compter en outre avec cet inconvénient, que son parti n'est qu'un état-major sans armée.

Le peuple est ou bien républicain démocrate ou bien impérialiste. La restauration de l'Empire serait le dénouement de l'imbroglie actuelle.

Paris, 23 janvier.

Aujourd'hui, soirée chez la princesse Trubetzkoy. De nouveau, une collection de notabilités et de célébrités. La princesse me présente en même temps Lachaud, le défenseur de Bazaine, et Mazade, avec qui je causai assez longuement. D'abord de Jules Favre. Suivant Lachaud, Favre est un homme aimable, mais faible, surtout vis-à-vis d'amis indignes. Nous passâmes ensuite à la question du scrutin de liste et du scrutin par arrondissement. Si le dernier soulevait une telle opposition, cela tenait aux frais considérables que nécessiterait l'élection d'un seul député. Une seule opération électorale reviendrait toujours à trente ou quarante mille francs. La princesse Trubetzkoy nous interrompit pour me présenter Le Guernonier (1) ; un homme de grande taille aux cheveux blancs et portant la moustache. Nous causâmes de la question italienne. L'Empereur, racontait-il, avait eu l'idée de former une confédération italienne présidée par le pape. Le projet eût abouti à Rome si les cléricaux français ne l'avaient combattu. Cavour aurait dû s'en accommoder. Actuellement, il n'y avait pas de parti clérical en France. « Et Veulliot », dit-il, « n'est qu'une individualité ».

Causé de la situation avec Raoul Duval, le député impérialiste bien connu. Il prétend que les Orléans n'ont pas de partisans. Les Français n'aiment pas les aristocrates. « Nous ne nous soucions pas de la liberté, mais seulement de l'égalité. » L'Empire était démocratique et maintenant l'autorité : deux qualités qui correspondent au caractère français. Dans la personne de Raoul Duval, j'ai appris à connaître l'impérialisme éternel et convaincu. Plus tard dans la soirée, je vis encore Emile de Girardin.

Paris, 18 février 1875.

L'entente est, semble-t-il, près de se faire à l'Assemblée nationale sur le Sénat et, partant, sur les lois constitutionnelles (2). Ainsi les chances de l'Empire sont en baisse. La peur des bonapartistes est pour quelque chose dans l'entente.

Thiers, que j'ai vu hier, croit aussi à la réussite, et pense qu'elle ne fera qu'avancer la dissolution de l'Assemblée. Elle est nécessaire ; si la gauche et le centre gauche sont entrés dans l'entente, c'est uniquement pour hâter la dissolution. Je demandai à Thiers s'il ne croyait pas que les chances du duc d'Aumale augmentaient ; on pouvait supposer, disais-je, que le maréchal Mac-Mahon serait mis en demeure de se retirer pour céder la place à Aumale. Que Mac-Mahon se retire, Thiers ne le juge pas impossible, mais il conteste catégoriquement que le duc d'Aumale courre des chances d'être élu : « Il n'aurait pas deux cents voix dans la Chambre. » — « Mais le Sénat ? », fis-je. Lui, non plus, ne lui donnera pas sa voix, prétend Thiers. Il n'y a que deux solutions possibles : l'Empire ou la République. Mais le premier ne serait rétabli que le jour où la République se serait révélée impuissante à vivre. Or, elle se fortifiait de jour en jour, et le pays était en majorité républicain. Il n'était pas question que les Orléans reprennent le gouvernement. Je crois deviner que Thiers s'estime le seul candidat capable de remplacer Mac-Mahon. En quoi il peut se tromper.

Chez Thiers, il y avait quelques vieux messieurs. Entre autres, Emmanuel Arago, avec qui je liai conversation. Madame Thiers dormait ferme. Mademoiselle Dosne de temps à autre. Thiers, assis devant la cheminée, racontait à la princesse Trubetzkoy et à Emmanuel Arago ses souvenirs de la Révolution de février de 1848, ses entretiens avec Louis-Philippe, la fuite de celui-ci, et comment on l'avait, lui Thiers, rossé et traîné sur le sol en pleine place de la Concorde. « Mais le peuple n'est pas méchant. Ils

m'ont un peu secoué, mais je n'en ai pas eu grand mal. »

A onze heures, je pris congé, et Thiers m'accompagna de ces mots : « Faites mes compliments au prince de Bismarck ! »

Paris, 21 février 1875.

Au cours de sa visite aujourd'hui, Thiers m'a déclaré qu'il croyait au succès de la loi sur le Sénat. Par contre, il semblait douter qu'on parvint à conserver la majorité jusqu'à la fin. Les difficultés, prétendait-il, ne commenceraient qu'après que la Constitution aura passé. On croyait se faire du mal mutuellement en s'unissant. Une fois la République constituée, les républicains pousseraient des transformations dans le personnel administratif, afin d'éviter les embarras que des préfets monarchistes pourraient leur créer lors des élections. Le maréchal, qui doit sa position aux conservateurs, serait attaqué par les uns et les autres, et la position des ministres deviendrait extrêmement épineuse : « Ce sera l'enfer. » Tout cela paraît assez vraisemblable. En somme, la voie prise par le maréchal et le gouvernement est très périlleuse. En ce moment, la gauche se tient tranquille, parce que sa tactique est de faire sauter la droite et d'établir la République en fait. La République obtenue, la gauche la voudra tout entière et avec toutes ses conséquences. Si le maréchal cède, le voilà entraîné toujours plus à gauche. S'il résiste, c'est le conflit ; et l'on peut douter qu'il soit à la hauteur de ce nouvel état de choses. Mais les plus grands embarras seront pour le ministère, qui est composé en majorité, presque en entier, de membres du centre droit. Il tombera dans une dépendance de la fraction gauche qui mettra son existence en danger.

Paris, 29 mai 1875.

Hier, visite de M. Thiers. Trouvant mon salon froid, il se fit apporter son pardessus, puis s'étant assis, il dit : « Eh bien, nous voilà dans une crise (1). Du reste, corrigeait-il, ce ne sera rien. » Je lui racontai alors les bruits qui circulaient sur certain coup d'Etat, machiné par le maréchal. Thiers se mit à rire et dit : « Tout cela sont des bêtises ». Je n'avais qu'à prendre acte ; toutefois, je me permis d'objecter que le parti ultramontain avait tout intérêt à se prémunir contre la victoire de la République, qu'il mettrait sur le même pied que la Révolution. Thiers prétendit que les ultramontains étaient terrorisés et n'auraient pas le courage d'entreprendre rien d'extraordinaire.

Le prétendu coup d'Etat pouvait se retourner dangereusement contre ses auteurs. La situation présente était insupportable à la maladresse de Buffet. « C'est un entêté, un sot politique. Dieu me garde de dire qu'il soit un sot, mais on peut dire un homme d'esprit et un sot en politique et Buffet en est un. » C'est Buffet qui, par sa maladresse, a causé le 4 septembre. Thiers me raconta alors avec grande vivacité les journées des 3 et 4 septembre. « On vint me prier, au nom de l'Impératrice, de prendre la direction des affaires. Je fis dire à l'Impératrice que je ne pouvais lui être d'aucun secours. Je n'avais pas grande estime pour cette Cour, mais je l'aurais volontiers sauvée si j'en avais eu le moyen. Or, je ne l'avais pas et l'essai aurait échoué. L'Impératrice commit la faute d'appeler le comte Palikao à prendre le gouvernement en compagnie de Buffet. Nous, les membres du Corps législatif, nous prétendions qu'on devait nous remettre les pouvoirs. Au Corps législatif, il appartenait de conclure la paix. A ce moment-là, on l'eût encore obtenu à des meilleures conditions. L'Empereur avait déjà cessé de régner en fait. Depuis quinze jours déjà, on n'osait plus prononcer son nom devant l'Assemblée sans qu'une voix criât : Ne parlez pas de cet homme ! On s'adressa donc à moi pour formuler un décret remettant le gouvernement aux mains du Corps législatif. Je le fis. Mais pendant que nous étions occupés de ce côté, Trochu et Buffet furent interpellés au sujet des troupes qui stationnaient autour du Corps législatif. Trochu et Buffet se laissèrent intimider et renvoyèrent les troupes.

« Je dis alors : Eh bien, nous aurons notre affaire. Bientôt la salle sera envahie. Cela nous manqua pas d'arriver. Pendant que nous travaillions au décret en question, une foule pénétra dans la salle. Uniquement des gens bien vêtus, parmi lesquels se trouvait Decezes. L'un d'eux cria : Sauvez-vous, Monsieur Thiers ! Ils avaient tous perdu la tête. Je répondis : Si je dois vous sauver allez-vous-en. Alors ils se retirèrent en paix. Mais à ce moment-là, le peuple courait à l'Hôtel de Ville. On l'appela au Corps législatif, et quelques députés se hâtèrent d'y aller, afin d'empêcher la canaille de s'emparer du gouvernement. Jules Favre et Simon étaient du nombre, c'est ainsi qu'ils vinrent à prendre le gouvernement. Ils repartirent d'ailleurs bientôt au Corps législatif, rendirent compte de ce qu'ils avaient fait, et se prirent de querelle avec Buffet, sur quoi je déclarais que l'on n'aboutirait à rien en se querellant, que le gouvernement étant constitué, et qu'on devait se soumettre. Je levai la séance, et chacun rentra chez soi.

Ce furent ensuite des récits de la Commune, des troubles à Lyon et Paris, sous Louis-Philippe, de la rue Transnonain, etc. Revenant encore à la crise du jour, Thiers dit : Nous roulerons tout doucement vers la dissolution dans la petite voiture du 25 février.

Un signe caractéristique de la situation, c'est qu'aucune des maisons qui sont aux prises n'est assez forte pour s'emparer du trône. Même si le comte de Chambord eût renoncé au drapeau blanc, il ne fût pas arrivé au pouvoir. Les Orléans et les Bonapartes étaient aussi impuissants les uns que les autres. La République s'imposait par conséquent. Thiers l'avait bien prédit aux gens de la droite, avant le 24 mai déjà (2). On l'avait prié alors de dire seulement quelques bonnes paroles. Il s'y était refusé, ne voulant pas tromper l'Assemblée. Il ne se sentait également pas le droit de tromper les républicains, en faisant une monarchie de la République qui lui avait été confiée à Bordeaux. Mais les monarchistes ne l'avaient pas cru. A présent,

la vérité de ses prédictions sautait à tous les yeux.

Paris, 27 novembre.

Diné aujourd'hui chez la princesse Trubetzkoy en compagnie de Renan, qui a tout à fait les façons d'un professeur allemand. Un bien aimable homme. Il abonde en nouvelles d'Italie, dont il revient, vante la sagesse du gouvernement italien dans les affaires de l'Eglise et prédit de grandes catastrophes à l'Eglise, à la mort de Pie IX. Il n'est pas douteux qu'on ne choisisse un Pape fanatique. Mais il ne sera pas toléré à Rome. Il quittera donc la ville. Dieu nous préserve, qu'il n'aille pas en France ! Le parti jésuite le suivra, mais il se trouvera assez de cardinaux italiens pour élire un Pape italien. Ce dernier se mettra d'accord avec le gouvernement italien. Ainsi se trouve constitué un antipape, coup de mort pour la papauté. D'ailleurs Renan ne croit pas à la durée de l'institution.

En France, dit-il, le gallicanisme a vécu. Napoléon I^{er} l'a anéanti en bureaucratissant l'Eglise catholique en France. La centralisation qui s'exerce en ces temps a rendu le gallicanisme impossible. Les évêques ne sont plus que des préfets du Pape. En France, le tiers de la population campagnarde est hostile à l'Eglise.

Berlin, 19 décembre.

Après un dîner chez le chancelier, j'amenais la conversation sur Gambetta, et sur l'éventualité qu'il prenne le pouvoir. Le chancelier m'interrompit aussitôt en disant : « Nous n'avons rien à craindre de sa part, même s'il organise la France aussi solidement que vous dites. Nous sommes toujours à la hauteur de la France, même d'une France forte. Le danger, c'est la coalition ; or, la République n'arrivera jamais à former une coalition contre nous.

Paris, 6 février 1876.

Hier soir, chez la princesse Ouroussoff, où se trouvaient Tchekerski, Joukovski junior et Tourguénieff. Ce dernier nous conta certains traits de Victor Hugo, qu'il fréquentait assidûment. Victor Hugo, dit-il, est le plus courtois et le plus aimable des maîtres de maison ; il habite un hôtel loué, il est riche, mais économe. La conversation qu'il eut avec récemment sur Goethe ne laisse pas d'être originale. V. H. attribuait notamment Wallenstein à Goethe. Il déteste Goethe, sa haine lui fit même dire. Personne n'ignore que c'est Ancillon qui a écrit les *Wahlverwandschaften*, et pas Goethe. T., note l'exclusivisme des écrivains de premier rang, tels que Flaubert et Daudet, qui feignent d'ignorer totalement les auteurs de second ordre, comme Arsène Houssaye et Alexandre Dumas. Il parle encore des eaux-fortes de Goya parues au commencement du siècle, décrivant chaque planche, avec le talent qu'on sait.

Enfin, il nous lit quelques poésies d'une certaine Madame Ackermann, qui se place à peu près au même point de vue que Shopenhauer pour maudire Dieu et l'univers. Tourguénieff n'est pas exempt de la suffisance des écrivains célèbres, mais à un degré très faible et point désagréable. A part cela, il est aimable et naturel.

Prince de Hohenlohe.

La réforme de l'orthographe

Cette affaire, et — disons-le — cette vilaine affaire, de la réforme orthographique n'est pas finie. Les réformateurs n'abandonneront pas une partie que le gouvernement a la faiblesse de leur faire assez belle. Et ils travaillent avec ardeur ; mais ils ont changé de manière.

Ils étaient, jadis et naguère, superbes, arrogants. Ils lançaient leurs manifestes avec une audace orgueilleuse. A présent, comme à deux ou trois reprises les choses ont mal tourné pour eux, ils recourent à des moyens plus subtils, plus modestes et plus malicieux. Ils deviennent habiles après avoir été hardis. Voyons un peu leurs manigances.

Peut-être se rappelle-t-on qu'à la fin du mois d'octobre dernier, l'un d'eux, le citoyen Charles Beauquier, député radical-socialiste, interrogea, au cours d'une séance de la Chambre, le ministre de l'Instruction publique ; il demandait, et assez impérieusement, où était la réforme de l'orthographe, réforme qu'à son avis toute la démocratie française attendait avec une extrême impatience. Le ministre de l'Instruction publique répondit qu'il avait, de son autorité propre, fait établir un projet de réforme et que ce projet serait bientôt soumis à l'agrément du Conseil supérieur. On sait que le Conseil supérieur est tout dévoué à la réforme : le ministre aussi le sait.

Et c'est pourquoi il a prudemment voulu que l'affaire fût réservée au Conseil supérieur et à lui. L'Académie française ne sera pas consultée ; elle est réactionnaire et puis il y a chez elle des écrivains : nos réformateurs se méfient des écrivains. Même, on ne réunira pas de commission : les commissions ne vont point assez vite ; et puis elles font trop de bruit ; et puis elles aboutissent à des rapports qu'on publie et qui excitent l'opinion. Alors, pas d'Académie, pas de commission ; le ministre et son dévoué, son obéissant Conseil supérieur ; personne d'autre. Tel est, en somme, le complot.

Maintenant, et en attendant que lui arrive le projet ministériel, que fait le Conseil supérieur ? Il pourrait se tenir coi. Il ignore pas la séance du 29 octobre, la question du citoyen Charles Beauquier, la réponse de M. Doumergue. Il ignore pas qu'on lui prépare une aimable petite surprise. Le Conseil supérieur est assez riche de politiciens pour qu'on puisse affirmer qu'il est bien au courant des intentions ministérielles.

Cependant, il vient d'émettre un « vœu », qu'a récemment publié la *Revue de philologie française*.

Il faut lire ce « vœu » ; c'est un des documents les plus comiques et les plus détestables de toute cette histoire.

J'en résumerai les « considérants ».

Le Conseil supérieur considère qu'en matière grammaticale aussi bien qu'en toute autre, il importe d'assurer l'harmonie entre l'enseignement supérieur d'une part et l'enseignement primaire et secondaire d'autre part. Mon Dieu, oui. Cela ne veut pas dire grand-chose ; mais le peu

que cela veut dire est acceptable. Seulement, s'agit-il de cela ? et qu'est-ce que ce vœu principal peut faire à la question de la réforme orthographique ?... Les réformateurs essayent de donner le change à l'opinion publique ; ils tâchent de présenter leur bouleversement de l'orthographe française comme une simple question pédagogique.

En second lieu, les réformateurs considèrent que la pratique orthographique actuellement imposée aux élèves de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire est, dans bien des cas, en contradiction flagrante avec l'enseignement grammatical donné dans toutes les universités et qu'il y aurait lieu tout au moins de ne plus imputer à faute aux élèves qui en usent les formes reconnues les meilleures par la science grammaticale... Ouf !... Qu'est-ce que signifie ce galimatias ?... Et est-ce que les auteurs patentés de ce galimatias sont les écrivains auxquels le ministre de l'Instruction publique va confier le soin de réformer la langue française ?... Du reste, ce galimatias n'est pas involontaire ; il a pour objet de dissimuler avantageusement l'idée inquiétante, qui est, je crois, que l'orthographe dépend du bon plaisir des philologues de l'enseignement supérieur. Ceux-ci diront les formes qui leur plaisent le mieux ; et telle sera l'orthographe officielle qu'instituteurs et professeurs enseigneront. On voit le coup qui se prépare : c'est la remise de l'affaire aux mains solides et républicaines des Ferdinand Brunot !...

Troisièmement, le Conseil considère que l'orthographe ne doit pas être plus longtemps soustraite, par un dogmatisme intolérant, aux lois de l'évolution... Cela est magnifiquement et prouve que le Conseil supérieur possède de drôles de philosophes !... Qui donc a jamais prétendu soustraire quoi que ce fut — et, par exemple, l'orthographe — à ces fameuses « lois de l'évolution » ? Et, ces fameuses « lois de l'évolution », ne nous les donne-t-on pas comme nécessaires, inévitables, indépendantes des volontés individuelles ? Ne nous les donne-t-on pas comme des lois de la nature, comme des fatalités auxquelles on résisterait vainement ?... D'ailleurs, on a peut-être tort. Mais, eux, les réformateurs, quand ils veulent modifier selon leur caprice l'aspect des mots qui sont dans l'usage actuel des écrivains, n'ont-ils pas l'inconvénient de substituer leur initiative personnelle aux lois de l'évolution qui ne dépendent pas d'eux ? N'est-ce pas eux qui, en agissant ainsi, tentent de soustraire l'orthographe aux lois de l'évolution ? Le meilleur moyen de ne pas nuire aux lois de l'évolution, c'est évidemment de les laisser faire. Et c'est ce que nous demandons, comme c'est aussi ce que les réformateurs refusent.

Les réformateurs déclarent que « l'application obligatoire, dans les écoles, des formes dites académiques, est un obstacle absolu aux changements nécessaires de l'usage ». Ici, le galimatias recommence. Qu'est-ce qu'un « obstacle absolu » à des « changements nécessaires » ?... S'ils sont « nécessaires », ces changements, quel obstacle peut les empêcher ?... Et, d'autre part, qu'est-ce que ces « formes académiques » contre lesquelles les réformateurs sont si fort en colère ?... L'Académie ne légifère pas, — ce sont ses réformateurs bénévoles qui ont la prétention de légiférer ; — elle est greffier de l'usage, elle enregistre l'usage, voilà tout.

Quatrièmement, le Conseil considère qu'en des cas « bien déterminés » on pourrait laisser les élèves choisir entre deux formes : *cléf* ou *clé*. Oui... mais toute la question porte sur ces cas « bien déterminés ». Y en aura-t-il beaucoup, de ces cas ? S'il n'y en a qu'un petit nombre, ce n'était pas la peine de faire tant de bruit et d'annoncer l'intention de tout bouleverser. S'il y en a beaucoup, c'est l'orthographe que voilà bouleversée, en effet. Le Conseil trouve à cette liberté, — qu'il omet très adroitement de « déterminer », — deux avantages. Le premier sera de « fournir au maître l'occasion d'expliquer les différentes formes ». Admirable simplification !... Et voyez l'école primaire !... Et dire que c'est pour la triètrité des pauvres bambins que ces triètrités savants ou demi-savants font mine de travailler !... On simplifiera les choses comme ceci : l'enseignement de philologie, de morphologie et de linguistique !... En vérité, ces gens plaisantent-ils ? Second avantage et qui vaut d'être proclamé : on atténuera « la tyrannie de l'habitude ». La tyrannie de l'habitude, c'est ce que le hardi rapporteur Brunot appelle, d'un mot plus approprié à des libres penseurs, « le dogme ». M. Brunot s'est fort égaré en anticlérical et pédagogique, d'abolir le « dogme » orthographique. Cette forte pensée méritait bien d'être reprise par le Conseil supérieur de l'Instruction publique... Et alors, quand on aura supprimé la tyrannie de l'habitude, cela « permettra plus tard aux écrivains, avec l'assentiment général, d'introduire dans l'usage courant les modifications que les adversaires les plus intransigeants de la réforme orthographique reconnaissent inévitables ».

Quelles sont ces modifications là ?... Le Conseil supérieur néglige de le dire... C'est bien dommage !... Mais on a vu les écrivains apparaitre. Le Conseil supérieur a enfin consenti à leur accorder un petit bout de rôle, — oui, pour « plus tard ». C'est à dire que quand les professeurs et les instituteurs auront tout chambardé, les écrivains seront invités à consacrer le chambardement.

Cinquièmement, le Conseil considère qu'en agissant ainsi on rendra l'orthographe française plus « souple ». Sans doute !... Il y avait un édifice. On démolit cet édifice ; et alors, n'est-ce pas ? les pierres ont recouvré leur liberté ; la chose est plus souple : c'est une démolition !... Le Conseil supérieur prétend qu'on arrivera de cette manière à une réforme « modérée, logique et durable ». Modérée, — nous pouvons nous en rapporter à eux ; ce qu'ils ont, à maintes reprises, demandé indique assez la modération de leur caractère !... Logique, — il n'y a rien de plus vainement pédantesque et de plus naïf que de vouloir mettre la logique là où elle n'a rien à faire ; et l'orthographe n'est pas une chose de logique !... Durable, — qui ? vont-ils, à leur tour, apporter un « obstacle absolu » aux « changements nécessaires » des mots, aux lois de l'évolution, qui sont des lois de bavardage si bien démocratique ? Prétendent-ils que l'orthographe qu'ils auront inventée et imposée, avec l'aide d'un ministre, sera définitive ? Renonceraient-ils aux chères lois de l'évolution ? Mais, ici, nous les voyons à merveille, ces étonnantes lois de l'évolution. Nos politiciens les mettent en branle pour obtenir ce qu'ils désirent ; et puis, quand ils ont obtenu cela, les lois de l'évolution

sont instantanément priées de se tenir tranquilles.

Enfin, le Conseil supérieur — supérieur au fait de l'évolution — considère que deux commissions ont déjà travaillé et que cela suffit. Le ministre a entre les mains les rapports de ces deux commissions. Inutile d'en convoquer une troisième. Cette troisième commission retarderait une affaire qu'on sent engagée à merveille. Assez de commissions ; et assez d'imprudences !...

Considérant tout cela qu'il avoue et considérant aussi beaucoup d'autres jolies choses qui sont le malin secret de son cœur démocratique, le Conseil supérieur demande au ministre de lui « proposer prochainement un projet dans ce sens ». Ainsi écrit le Conseil supérieur ; et, du reste, ces phrases-là seront plus charmantes encore, écrites selon l'orthographe nouvelle !...

Le Conseil supérieur demande au ministre de lui soumettre un projet... Mais le ministre l'a dit — le 29 octobre, à la Chambre, — qu'il allait soumettre un projet au Conseil supérieur !... Alors, quoi ? ils demandent précisément ce qu'on a dit qu'on ferait ?... Mais oui : le Conseil supérieur est composé de fonctionnaires ; et ces fonctionnaires ne sont pas déboscés, qui émettent des vœux tout à fait conformes aux volontés du maître !... Telle est la petite comédie à laquelle vient de se livrer le Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Ce vœu a, paraît-il, recueilli, au Conseil supérieur, l'unanime adhésion des représentants de l'enseignement primaire, des représentants de l'enseignement secondaire (ordre des lettres) et des représentants des facultés des lettres. Quelle remarquable et circonspect discipline !...

Le vœu est, en effet, signé par : le directeur de l'Ecole Turgot, le directeur de l'Ecole Normale d'instituteurs de Paris, l'inspecteur de l'enseignement primaire du département de la Seine, un directeur d'école communale de Marseille, une directrice d'école normale d'instituteurs de Douai, un directeur d'école primaire privée de Paris, la directrice de l'Ecole Sévigné, — voilà huit représentants de l'enseignement primaire ; — par un directeur d'institution secondaire libre de Paris, un professeur du collège de Dunkerque, un professeur du lycée Charlemagne, un professeur du lycée Louis-le-Grand, un professeur du lycée Janson de Sailly, un autre professeur du lycée Louis-le-Grand, un professeur du lycée Condorcet, un professeur du lycée de Marseille, — voilà huit représentants de l'enseignement secondaire ; — par le directeur de l'Ecole des Chartes, le doyen de la faculté des lettres de Lyon et un professeur de la faculté des lettres de Toulouse, — voilà trois représentants de l'enseignement supérieur.

C'est beau !... J'ai, pour chacun de ces dix-neuf signataires, le plus profond respect. Je suis sûr que voilà d'excellents instituteurs, de parfaites institutrices et de très distingués professeurs. Tout de même, je le demande, n'est-il pas extraordinaire que l'orthographe française soit, par un ministre, soumise aux décisions de ces dix-neuf instituteurs, institutrices et professeurs, même distingués ?...

Est-ce que la langue française est la propriété particulière de ces messieurs et de ces dames ? Ou bien est-ce qu'il appartient au ministre de l'Instruction publique de leur faire ce cadeau ?

Est-ce que la langue française ne dépend pas des écrivains au moins autant que des instituteurs et institutrices de l'enseignement primaire ?...

J'ai cité naguère, dans ce journal, ce qu'a dit là-dessus Marcelin Berthelot. Il déclarait qu'un ministre, une commission nommée par lui, ou bien un conseil supérieur de l'Instruction publique qui s'arrogerait le droit de modifier, non pas les programmes, mais la matière même de l'enseignement, commettrait une véritable « usurpation de pouvoirs ». Eh ! bien, c'est justement cette usurpation de pouvoirs que sont aujourd'hui en train de commettre ces complices : le ministre de l'Instruction publique et son fidèle Conseil supérieur. Et, ma foi, cette usurpation de pouvoirs est plus ridicule qu'on ne pouvait l'attendre, quand le ministre appelle à la rescousse une coterie d'instituteurs et d'institutrices qui, en vérité, n'ont pas le monopole de la langue française !... Y aura-t-il au Parlement, un sénateur ou un député qui veuille bien monter à la tribune et, pour l'indispensable défense du vocabulaire français, signaler cette dérisoire et abominable usurpation de pouvoirs ?...

A. B.

Le tremblement de terre DE MESSINE

EN 1783

Il est certain que si le souvenir pouvait obséder l'imagination humaine, le récent sinistre de Messine ne se serait pas produit ; car les scènes horribles dont nous avons lu les récits ne sont hélas ! pas inédites. Il y a cent vingt-cinq ans, en 1783, Messine avait déjà subi un terrible tremblement de terre. Le hasard des recherches m'en a fait découvrir une relation détaillée dans un livre assez rare qui fut publié à Berne, chez le libraire Emmanuel Haller, en 1796. Ce livre intitulé : *Voyage dans les Deux-Siciles et dans quelques parties des Apennins*, est de l'abbé Lazaro Spallanzani. Notre Bibliothèque nationale ne possède pas le volume en question ; mais elle possède d'autres ouvrages de l'abbé Spallanzani.

L'abbé Spallanzani était un grand savant italien, à la fois chirurgien, mathématicien, littérateur et naturaliste. Né en 1729, à Scandiano, dans le duché de Modène, il avait professé la littérature grecque à Reggio en 1754 ; et il avait obtenu en 1770 la chaire d'histoire naturelle et la direction du musée à Pavie. Il était même correspondant de l'Académie des sciences à Paris, et il attirait à Pavie par son enseignement des étudiants de tous les pays. Les savants français avaient pour lui une estime particulière, et sous la Révolution on lui fit plusieurs fois des propositions pour qu'il vint professer à Paris. Il y eut même une démarche officielle faite par le Directoire ; mais l'abbé Spallanzani se défiait de la Révolution et préféra rester en son pays.

On lui doit des travaux très importants sur la circulation du sang, sur les rapports du règne animal avec le règne végétal, sur les animaux microscopiques.

De 1779 à 1783, il voyagea pour étudier de près les phénomènes de la nature. Il se trouva dans l'Italie méridionale presque au moment du tremblement de terre de Messine en 1783 ; et c'est aussi à lui que nous devons plus tard une très intéressante relation de la grande éruption du Vésuve en 1794.

Il m'a paru tout à fait curieux qu'on pût

rapprocher sa narration du tremblement de terre de Messine en 1783 des récits qui nous viennent de paraître dans nos journaux en ces derniers temps.

Voici ce que nous raconte l'abbé Lazaro Spallanzani ; il fait d'abord un sommaire, puis il développe ce sommaire. Laissons la parole au savant :

Etat de Messine quand l'auteur vit cette ville après le tremblement de terre de 1783. On fait connaître à cette occasion les malheureux accidents qui lui arrivèrent.

« Les habitants de Scilla noyés dans cette affreuse circonstance. Les palais renversés autour du port. Nombre prodigieux de bâtiments tombés ou manquant de tomber. Bâti-ments de bois où se retirèrent les Messinois pendant la construction des nouvelles maisons qui seront plus propres à résister aux secousses des tremblements de terre. Terribles sentiments produits par la peur. Effroyables secousses, décrites avec les événements qui se succédèrent, et les suites qu'elles eurent. Autres tremblements de terre qui succédèrent, mais qui furent toujours plus faibles. Les bâtiments fondés sur le granite furent les moins ébranlés. Le môle, fait sur un terrain peu solide, croula et fut enseveli dans la mer. Edifices les plus considérables ruinés. Dommages incalculables occasionnés par la destruction des monuments des arts, par la perte de tout ce qui est resté sous les ruines et par l'embrasement qu'on éprouva dans diverses parties de la ville. Embrasement du roi pour rendre à Messine sa splendeur. Temps considérable nécessaire pour réparer ces pertes immenses.

« Avant le midi du 14 octobre, je quittai les îles Eoliennes et je partis de Lipari dans un felouque pour aller à Messine, qui en est éloignée de 30 milles. Je n'arrivai qu'au bout d'un jour, soit parce que je m'arrêtai pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la messe, et pour observer les granites de Melazzo, soit parce que le vent manqua et qu'il fallait employer la rame. Je devais laisser dans ces îles toutes mes idées volcaniques ; on ne voit pas au moins que ces parties de la Sicile que je côtoyais y eussent été sujettes. Je ne dirai pas pour quelle raison je me rendis à Messine, mais ce fut pour assister à la

vé à Messine, les tremblements de terre ont continué, mais en perdant leur force à mesure qu'ils s'éloignaient de cette époque que l'on appelle le 1783, on a seulement aperçu trois ou quatre tremblements de terre faibles, qu'on n'aurait peut-être pas comptés dans un lieu où l'on n'aurait pas été si intéressés à les remarquer.

Les pertes produites par ce malheureux événement sont incalculables; si l'on considère seulement celles des bâtiments, on peut dire que sur quatre parties, deux ont été entièrement détruites, une moitié à demi ruinée, et l'autre fortement endommagée. On trouve dans cette dernière classe les maisons situées sur le penchant de la colline qui a pour base la granité. Les maisons qui souffrirent le plus, celles qui tombèrent les premières, furent celles qui étaient sur la surface plate et qui bordaient le port; le sol était moins stable. Le mal qui accompagnait le port et qui s'étendait au-delà d'un mille en longueur, dont la vue était si belle, s'est enfoncé dans la mer, de manière qu'il n'en reste aucune trace.

Entre les bâtiments renversés, les plus considérables sont la Palazzata, qu'on appelle encore le théâtre Maritimo, le palais du roi, celui du Sénat, la grande Loge des négociants, le fameux Collège avec le temple qui y est joint, l'église et la maison professe des ex-jésuites, le palais de l'archevêque, avec la basilique de Saint-Nicolas, le séminaire des clercs, la salle des tribunaux, l'église de l'Annunciade des Théatins, celle des Carmes et du Prieuré de Jérusalem, des Hiérosolymitains, avec d'autres bâtiments publics sacrés et profanes, sans parler des palais des grands et des riches citoyens.

On ne peut apprécier de même la perte occasionnée par la destruction des monuments des arts, des bibliothèques, des galeries de tableaux dont Messine était enrichie. On n'estime pas mieux la valeur de tout ce qui est resté sous les ruines, ou de ce qui a été réduit en cendres par les incendies qui se sont manifestés dans divers quartiers de la ville. Il faut joindre à tout cela les dépenses faites pour la construction des baraques et des cabanes destinées à recevoir les habitants sans maisons, avec les restes de leurs meubles sauvés de la destruction; ces dépenses ont été considérables par le prix auquel montèrent d'abord les matériaux, le salaire des ouvriers et des artisans de la mer, de la faillite d'un négociant, ce qui doit immortaliser la bonne foi des négociants messinois, car il n'y a point d'occasion plus favorable pour faire banqueroute qu'un tremblement de terre, quand on manque de vertus.

C'est sur cette remarque inattendue, sur cette réflexion pittoresque, que l'abbé Spallanzani clôt sa lamentable description. Mais on a vu par ce récit que les détails du tremblement de terre de Messine de 1783 sont très sensibles et les mêmes que ceux qui concernent celui de 1908. Et c'est pourquoi l'ouvrage de l'abbé Spallanzani, qui présente la vie, l'exactitude d'une correspondance d'un « envoyé spécial » d'un journal moderne, m'a semblé d'un véritable intérêt à feuilleter aujourd'hui.

Louis Schneider.

L'AMOUR DE SOI

NOUVELLE INÉDITE

Ce soir-là, le subtil et amer philosophe, Johann, nous dit encore :

« Vous savez, dit-il, que l'homme trouve volontiers son bonheur dans le mal d'autrui. La vraie source de notre joie, c'est la détresse du voisin. Il n'y a rien qui soit plus notre ennemi que notre prochain; et pour démontrer l'évidence d'un tel truisme, il suffit de rappeler que Dieu nous ordonne l'amour de ce prochain. Si cela était naturel, il ne l'aurait pas ordonné... Toute l'histoire humaine démontre que les hommes ne s'aiment pas entre eux. D'individu à individu, on trouve toujours un abîme immense. Pensez-y; regardez au dedans de vous et autour de vous; et convenez qu'en dehors de soi, il n'est rien au monde dont l'homme se soucie... »

« Et je vais étaler un « document humain », comme on disait aux jours héroïques du naturalisme... un document qui sera l'illustration des apophthèmes dont je vous vois scandalisés. »

« Vous savez que j'utilise mes beaux hivers du sud, ces hivers que je passe au soleil de Biskra, du Caire ou de Palerme, à l'étude de la race humaine, qu'aucune civilisation n'améliore... C'était donc, voici trois ans, à Palerme, à Monreale pour être exact, dans ce petit paradis de l'immense paradis qui est la Sicile, quand elle n'est pas, comme maintenant, hélas ! un coin de l'enfer. L'hôtel où j'étais régnait, de toute sa gloire de Palerme moderne, au pied de l'illustre et magnifique cathédrale. De la grande veranda où s'accablent les petites tables, on domine ce panorama que vous connaissez, le défilé de la conquête d'or vers Palerme, la descente des boules vertes pointillées de rouge ou de jaune-clair, que sont les oranges et les citronniers, maîtres des horizons, de la montagne à la mer; et puis le demi-cercle aux mille teintes douces de cette mer entre les monts après fermant la baie; et la ville, Palerme, sous le balancement des palmiers, dans le feuillage des oranges et des citronniers, et les fines des de la cathédrale, les coupes rouges de Saint-Jean-des-Ermites... Tout cela lumineux, plein de vie latente, de sève épanouie, au pied du vieux Monreale et de mon jeune hôtel. Et quelle tristesse, que cette gaucheté des choses soit l'asile habituel de ceux qui vont mourir ! Car les malades ont accablé les coins délicieux du monde; et il est peut-être juste que ce qui est beau soit d'abord pour eux, qui n'en profiteront guère; mais l'on n'ose plus être heureux de vivre, et se frapper le thorax en se flattant d'être fort, au milieu de toutes ces demi-morues, de ces presque trépassés qui hantent les plus vivants paysages. »

« J'avais, sous la veranda, pour ordinaire voisin, à l'heure du dîner, un assez jeune homme, venu très évidemment pour se soigner. Il toussait, pas trop, assez cependant pour qu'on le remarquât vite; et quand il parlait, sa respiration avait des petites saccades, qui coupaient la phrase: peu de chose, sans doute, mais dans ce pays où il vient tant de malades et tous de la même maladie, cela suffisait pour porter sur son compte un diagnostic certain. Il était à la période incertaine, où le courant vous entraîne déjà, mais où l'on peut encore espérer le remonter. Aussi sur sa physionomie

des rayons rapides et des ombres lentes se succédaient, — rayons rapides quand, pour n'avoir pas souffert pendant quelques heures, il se croyait soudain guéri, ombres lentes, quand, pour avoir au contraire crachoté un peu plus que d'habitude, il se pensait définitivement perdu... »

« Je l'observai pendant environ un mois; il n'était pas bavard, et pour moi, je ne me plais guère aux conversations d'hôtel, sur le temps, sur la mer, sur la beauté comparée des stations d'hiver ou d'été... Mais on ne reste pas un grand mois, à deux tables voisines, sans avoir l'occasion d'échanger quelque menue politesse. J'appréciai ce voisin en tant que voisin; pour quelques mots échangés, sa vie ne me fut plus indifférente, — et comme sa vie tenait dans l'angoisse de mourir, je m'intéressai à cette angoisse. Il s'appelait M. de Glaty; cultivé, riche, à peine âgé de trente ans, il avait de bonnes raisons pour ne point vouloir partir... »

« C'est alors — nous étions vers la mi-janvier — qu'un autre malade vint prendre ses repas également dans notre coin de veranda. M. de Glaty demeura quelques jours à examiner silencieusement le nouveau venu. Il semblait mesurer la longueur des quintes, en calculer la fréquence, en comparer l'amplitude, il comptait les respirations; et il procéda à cet examen non pas en homme averti par sa triste expérience, mais avec une attention haletante. Je pensai qu'il y avait en lui de la compassion. Point, il n'y en avait aucune. Et je ne pus d'abord m'expliquer le fond de sa pensée. Mais je le discernai bientôt. C'était — et ce n'était que cela — le désir féroce de trouver ce malade plus malade que lui, et la joie, plus féroce encore, d'en être à peu près sûr. Oui, tout compté, tout pesé, il estima que ce malheureux était plus malheureux que lui. »

« Cette conviction entrée en lui, il voulut m'en faire part, mais il cherchait une périphérie, car il craignait de me laisser deviner tout le mauvais de ses pensées, qui débordaient, quoi qu'il en eût. »

« Un soir, la température de mars était exquise, les lumières de Palerme faisaient un pointillé léger entre l'abîme de la vallée, au-dessous de nous, et l'abîme éloigné de la mer; la lune se levait du côté du mont Pellegrino, un de ces soirs, vous savez, où l'on est si bien sans deviner pourquoi, où tout se détend en nous et autour de nous, comme il n'avait presque pas toussé de tout l'après-midi, tandis que l'autre malade s'était épuisé en quintes. M. de Glaty, tout joyeux, me dit : »

« — Passez-moi, pour une fois, une cigarette. Il fait bon vivre. »

« Et tandis qu'il fouillait dans mon étui d'une main inhabile, il reprit : »

« — Ce pauvre monsieur est bien malade. Je le crois condamné. »

« Dans les oranges, en effet, la toux rauque continuait. M. de Glaty, béatement, fuma sa cigarette. Mais la toux cessa. Notre malade, venu s'asseoir non loin de nous, semblait bénéficier d'un calmant qu'il avait dû boire; au contraire, irrité par sa cigarette, M. de Glaty toussait. Alors, son visage s'assombrit. Il jeta sa cigarette, se leva pour monter à sa chambre, me tendit une main dépitée, et quand il passa près de l'autre, dont la physionomie était maintenant calmée, il lui jeta le plus haineux regard que je lui eusse jamais vu. Vous supposez son raisonnement, sauvage et simple. Ils étaient deux, dans le même hôtel, menacés par la mort, et l'un des deux y succomberait vraisemblablement. — Ce sera lui, ou ce sera moi, pensait-il. On ne voit pas tous les malades mourir à la fois... Si donc l'autre est frappé le premier, ce sera pour moi comme un gage de vie... »

« Aussi, désirait-il à l'éprouver que l'autre s'en allât, que son déclin fût si visible, que lui, Glaty, n'en pût douter. Il se complaisait à suivre les progrès du mal. Et si, par hasard, une journée se passait sans qu'il eût rencontré ce rival étrange, il s'en informait auprès des domestiques. Que de fois, j'ai vu sa figure, malgré lui, s'épanouir, quand les nouvelles étaient mauvaises... Allons ! le condamné, c'était l'autre, — tant pis pour lui ! »

« On peut parler de dévouement, de braves gens se jetant à corps perdus dans les flammes ou dans les eaux pour sauver leur prochain : mais songez-y, ces braves gens-là pensent toujours, au fond d'eux, qu'ils en réchapperont. Et ils ont raison : car s'ils ne devaient pas, par principe, en réchapper, ils ne sauvent personne. Et que ce même brave homme soit soudain derrière une foule, lui bouchant une porte ouvrant sur la vie, — on verra s'il songe à un autre qu'à soi... Or, pour M. de Glaty, ce malade était entre la vie et lui. Il pensait superstitieusement que, si ce malade mourait, lui-même serait comme débarrassé, pour un temps, du danger de mort. Alors, il n'hésitait pas une minute à désirer la fin de l'autre. »

« J'admets que sa responsabilité était un peu atténuée par la hantise de sa maladie; lui, cependant, qui souffrait tant de la peur de mourir, pas une minute il ne songeait à la souffrance que devait ressentir, et bien plus forte, cet homme, son frère, bien plus malade. Puisqu'il devait mourir pour lui, le détail importait peu. Si, parfois, il frissonnait en entendant une toux plus vive, en voyant une respiration plus saccadée, c'était de penser qu'il lui aussi, peut-être, un jour, en serait là. Mais il ne s'ingéniait pas de la souffrance d'autrui. Entendez-moi : il ne prenait pas plaisir à voir souffrir pour voir souffrir; il prenait plaisir à voir souffrir, parce qu'il y croyait trouver son propre intérêt. »

« Un matin, tandis que je revenais, pour la première fois, devant le décor d'un veranda, j'aperçus M. de Glaty, qui se promenait, tout allégre. J'en fus surpris, car depuis quelques jours, il me semblait moins bien. Mais, dès qu'il m'aperçut, il reprit contenance, et d'une voix qu'il faisait apitoyée : »

« — Notre voisin est mort cette nuit... »

« Des crachements de sang... »

« Il donnait des détails, tristement. Mais je voyais l'allégresse de ses yeux. Puisque le mal de l'un doit faire le bien de l'autre, puisque la mort de l'un empêche la mort de l'autre, il était pour le mal et pour la mort. — C'est ainsi que

l'on s'aime, entre honnêtes gens et bons chrétiens... »

Après un silence, quelqu'un demanda : « Au moins, M. de Glaty a-t-il eu raison, dans sa bizarre supposition, d'être sauvé par la mort du voisin. »

— Vous ne le voudriez pas. Il est mort, lui aussi, et malgré tout, deux ans après. Mais c'est un détail insignifiant dans mon histoire... »

Charles de Rouvre.

À Travers les Revues

RÉSURRECTION

M. l'abbé Félix Klein, l'auteur de la *Vie intense*, publiée, dans le *Correspondant*, de très intéressants, et très poignants et d'exemplaires souvenirs de San Francisco. Et, certes, je ne parlais pas de cette ville aux lecteurs du journal qui a publié l'admirable enquête américaine de Jules Huret; je les engagerais tout simplement à relire *De San Francisco au Canada*, beau livre où les idées et les faits sont magnifiquement d'accord : mais l'abbé Félix Klein a visité San Francisco depuis la catastrophe.

Un matin du mois d'avril 1906, comme il était à la campagne, arrivèrent les journaux de Paris et une lettre. Les journaux, de la veille, annonçaient le tremblement de terre et la destruction de la ville; la lettre, signée Henry Stark, était partie quatorze jours plus tôt et elle invitait l'abbé Klein à visiter San Francisco, ville belle et prospère. Henry Stark était un jeune religieux pailliste qui avait lu *Au Pays de la Vie intense* et qui, aimant son pays natal, rêvait de le voir décrit par l'auteur de ce volume. A cette invitation pathétique qui lui venait d'une ville en décombres, l'abbé Klein répondit qu'il irait là-bas l'année suivante. Et, bref, il fut à San Francisco le 28 août 1907.

Il s'attendait à voir des ruines; et il vit une résurrection. Sans doute, les désastres causés par le tremblement de terre n'avaient pas encore disparu complètement. Mais, de ses cendres, une cité nouvelle surgissait. Quel émouvant spectacle !

L'abbé Klein regut l'hospitalité cordiale des Paillistes. Après le dîner du premier soir, il fit avec le P. Stark une promenade inoubliable...

Notre maison se trouvait au milieu de la colline; et, à peine sorti, j'étais devant les yeux, à la lettre, un diagramme rigoureux de la catastrophe. Des îlots de lumière compacte, marquaient les rares quartiers qu'elle avait laissés indemnes; de grands vides noirs, les parties complètement détruites et encore en ruines; des feux épars et irréguliers, les constructions nouvelles qui sortaient des décombres. En tout compagnon nommait, me montrait du doigt les immenses espaces que, durant quatre jours et quatre nuits, l'incendie avait ravagés. Près de nous se dressaient les pans de murailles de l'église pailliste, avec deux ou trois fenêtres pleines de ciel bleu sombre, avec la tour orolante qui semblait une ruine du haut moyen âge...

Tel fut le spectacle nocturne, sinistre oui, mais adouci pourtant par l'enveloppement de l'ombre. Le lendemain, au début de l'après-midi, à la lumière dure du soleil, ce fut bien autre chose : destructions, — chantiers, échafaudages aussi. L'aspect d'une Pompéi, mais qui ne se résigne pas au néant.

Et le P. Stark raconta :

« Nous étions là une foule immense, qui avions dû fuir devant l'incendie, emportant à la hâte des provisions, des souvenirs, quelques objets précieux; nous, prêtres, les vases sacrés. Le tremblement de terre n'avait causé directement qu'une très petite partie du désastre; mais, en plus des maisons renversées, il avait rompu les conduites d'eau, de gaz, d'électricité; il avait, en même temps, mis le feu et supprimé les moyens de l'éteindre. En certains hôtels on y versa, mais inutilement, tout le vin que l'on possédait. Il fallait reculer, il fallait abandonner tout, il fallait délaisser d'immenses quartiers condamnés à mort, et c'est pourquoi cinq cent mille personnes, campées dans des cimetières ou sur les montagnes, attendaient les uns en pleurs, les autres en prières, les autres muets d'effroi, ce qu'ils croyaient être la fin du monde; car nous ignorions qu'il n'était point partout de même, et sans relations avec le reste de la terre, nous pouvions croire qu'il s'agissait d'une catastrophe universelle. »

Alors, les gens se préparaient à mourir. Les prêtres ne suffisaient pas aux confessions. Le soir du troisième jour, deux lignes de fumée se croisèrent au ciel et y firent une immense croix. Les gens se mirent à genoux et attendirent le jugement.

A Messine, le désastre fut extrêmement rapide. A San Francisco, il dura longtemps et l'horreur de la catastrophe traîna. Les premières secousses n'avaient pas semblé, d'abord, assez redoutables qu'elles l'étaient. Mais jaillirent les incendies. On crut qu'on les éteindrait. Mais l'eau manqua; et il y avait cinquante-trois foyers. Alors, ce fut l'effroi universel. On se sauvait; on parlait de milliers et de milliers de morts. Les fausses nouvelles se propagèrent dans cette population terrifiée; on affirmait que New-York était submergée, que Chicago avait disparu dans le lac Michigan et que, sur toute la côte du Pacifique, il ne restait pas une ville debout.

Bientôt, 250.000 personnes furent sans gîte; 491 pâtés de maisons étaient consumés, 33 autres atteints et endommagés par le feu. Et, les morts, quatre ou cinq mille. Et puis des blessés qui seraient, toute leur vie, infirmes. Et puis des fous !

Les survivants souffrirent de la faim. L'abbé Klein note ceci :

« Chose étrange, pourtant, et qui étonnera ceux qui connaissent mal les États-Unis, la perte la plus sensible fut celle de la cité aimée, et c'était le chagrin suprême, que de la voir ainsi profanée, humiliée, privée de sa beauté, de ses richesses, de son peuple même. Tantôt on la pleurait, tantôt on l'exaltait; pas un instant il ne pouvait être question de l'abandonner pour toujours. »

Il plut. Au bout de quatre jours, cette pluie acheva d'éteindre les incendies. Les caractères reprirent le dessus...

J'ai sous les yeux une chanson composée très peu de jours après l'incendie; on la tirait extraite d'une revue de Montmartre; et la catastrophe y est narguée de belle façon. Le texte est en entouré de caricatures où l'on voit des fuyards traîner des malles surmontées de cages de perroquets, des dames du monde faire la cuisine en plein air des lampes d'éclairage, des maçons qui recommencent avec fureur leur travail, finalement

un bonhomme à califourchon sur le globe terrestre à l'endroit de San Francisco et qui saute en se fendant de rire, avec une légende qui pourrait traduire par : « J'y suis, j'y reste ! »

Si l'on voulait rester, il était indispensable qu'on rebâtît. On le fit avec un ardeur, avec un entrain superbes. Magnifique ressort de cette race jeune et qui n'a point encore l'habitude du désespoir... Au bout d'un mois, vingt-cinq mille ouvriers étaient occupés à construire des maisons neuves. De tous les États-Unis, il était venu des secours; mais, orgueilleux, San Francisco refusait l'aide de l'étranger. San Francisco voulait renaitre par la vertu de ses seules forces et comme par la seule efficacité de sa passion de vivre. Les six millions de dollars qu'avait produits la souscription nationale servaient à l'établissement de refuges, d'asiles, à des distributions de nourriture, de vêtements, de remèdes...

Et ce fut la cité elle-même qui eut à rétablir ses services antérieurs; ce furent les habitants qui eurent à remettre sur pied, non seulement leurs affaires, mais tout d'abord leurs maisons. Ils y pourvurent si activement, que, moins d'un an et demi plus tard, je trouvais la vie de San Francisco semblable à celle de toutes les grandes villes, aussi aisée matériellement, aussi satisfaisante en ce qui touche les besoins de l'esprit.

Voilà le prodige de la force vitale !

Le quartier des affaires avait été anéanti. Quand l'abbé Klein, l'année suivante, alla à San Francisco, ce quartier des affaires n'était pas encore en état de parfait achèvement, mais il ressemblait à notre boulevard Raspail. Or, notre boulevard Raspail fut un des ridicules de Paris; il serait la merveille d'une ville qui, quinze mois plus tôt, aurait subi le désastre d'un tremblement de terre. Seulement, dans ce quartier qui venait de s'improviser, on n'envoyait ni tramways ni omnibus, — parce que les fenêtres des maisons n'avaient pas encore de rideaux.

Les constructions qui étaient déjà faites au mois d'août 1907, l'année qui suivit la catastrophe, atteignaient à la valeur de soixante-quinze millions de dollars. D'ailleurs, les statistiques que voici sont excellentes significatives. Du 18 avril 1906 au 30 novembre 1906, il a été délivré, à San Francisco, des permis de bâtir pour 18.422 maisons, d'une valeur de plus de cent vingt millions de dollars, plus de six cent millions de francs.

Notons que les nouvelles constructions sont beaucoup plus belles que les précédentes et sont estimées, en moyenne, trois fois davantage. Non moins que l'élégance et le confort, on y a cherché la sécurité; on a remplacé le plan par des briques et de la pierre, on a creusé surtout des fondements plus solides.

Mais l'amélioration la plus importante est celle du service des eaux; s'il avait fonctionné après le tremblement de terre, les dommages eussent été plus de cent fois moindres. On travaille à s'assurer désormais, contre les grands sinistres, le secours de l'eau de mer au moyen de bateaux à feu, et celui d'immenses réservoirs placés au-dessus de la ville.

Au lendemain de la catastrophe, une partie de la population, faute d'abri, faute de nourriture, faute de travail et faute d'argent, avait émigré. Elle s'était fixée dans les autres villes qui entourent la baie. Au mois d'avril 1907, presque tous ces fuyards involontaires étaient revenus.

Avant l'incendie, les statistiques accordaient à San Francisco un demi-million d'habitants; après l'incendie, il n'y en eut plus que 175.000. En 1907, ce chiffre était remonté à 450.000. Or, en 1900, la ville de San Francisco ne comptait que 342.000 habitants; elle fut donc, quinze mois après la catastrophe, sensiblement plus prospère qu'elle ne l'était dix ans plus tôt.

Le tonnage du commerce maritime n'a plus d'un cinquième à reconquérir. Sur toute la ligne, la ville d'aujourd'hui, si elle reste un peu au-dessous de ce qu'elle était avant le grand désastre, dépasse très sensiblement ses chiffres de l'année 1900 et comme population et comme prospérité; pour n'en citer qu'un exemple, mais qui résume les autres, le total des liquidations judiciaires de banques a été, en 1907, de 2 milliards 133.882.663 dollars (près de 11 milliards de francs), tandis qu'en 1900, il en valait un peu moins de la moitié, soit 1.029.582.555.

Tel est le résultat que peut donner une acharnée et jeune volonté de vivre. Quel honneur pour la puissante et vive Amérique ! et le bel exemple qu'elle a donné à notre monde calamiteux !

Il y a quelques années, — en 1897, je crois, — les habitants d'une ville américaine, Ouro-Preto, dans le Brésil, véritablement que cette ville était mal construite; les maisons ne formaient qu'une seule et interminable voie entre les montagnes; l'air y était très humide; la rue était si montante que nul véhicule ne la pouvait gravir.

Alors, les habitants d'Ouro-Preto, un beau jour, décidèrent de s'en aller et de rebâtir leur ville ailleurs, selon les principes d'une juste architecture et dans un paysage plus favorable.

Je lui dis cela dans les journaux... Et comment me demandais-je le premier jour, qu'il l'idée de ce départ fut-elle ? Comment cette idée se répandit-elle, se généralisa-t-elle au point de devenir unanime et de chasser de leur ville natale vingt mille habitants ? Se sont-ils retournés pour la voir encore, en s'éloignant d'elle ? Et le dernier qui l'a quittée avait-il les larmes aux yeux, quand il la vit disparaître à l'horizon ? Tout cela nous paraît étrange, à nous autres Européens timides !

Mais telles sont les énergies du Nouveau Monde.

Au mois d'août 1907, quand l'abbé Félix Klein était là-bas et quand on rebâtissait, avec un noble acharnement, San Francisco, le sol tremblait encore, de temps à autre. L'abbé Klein devait, un jour, faire une conférence. Le P. Stark lui dit, avec simplicité :

— Les secousses sont assez fréquentes. Il s'en produisit une, plus forte que les autres, pendant que je prêchais, le mois dernier. Une panique s'ensuivit, parmi les femmes et les enfants.

Il ajoutait :

— J'espère qu'il n'y aura pas de tremblement de terre demain soir; nous aurions moins de monde à votre conférence !

Il parlait ainsi, comme on aurait dit : « Pourvu qu'il ne pleuve pas ! »

Et l'abbé Klein, son carnet de voyage, inscrivait :

Ce soir, en prenant mes notes, je sens comme une respiration légère du sol imperceptiblement, la table vacille et dans mon enclos bleue la lumière miroite. On se croirait en mer par un calme profond, mais en réalité, c'est, parmi les ruines de cette grande cité, si loin de chez soi, dans ces régions de péril et de beauté, une mélancolie un peu envivante. Mais ce n'est rien d'effrayant, non certes; juste la vision un peu claire de notre fragilité et un appel plus prononcé vers les choses qui demeurent.

Ainsi, les mêmes événements — et, ici, d'une formidable puissance — mènent les âmes humaines à la contemplation religieuse ou à l'action. Du reste, l'abbé Félix Klein démontre par lui-même que l'une et l'autre ne sont pas contradictoires.

André Beaumier.

LE COMMERCE AMBULANT DE PARIS

Même aux temps légendaires où les rues de Paris ne sont point une vaste chantier, il n'est pas évident que la circulation en soit l'essentielle raison d'être. Tout y accorde les yeux, tout y retient les pas et si nous supportons avec un flegme d'outre-mer de nous heurter à tant d'excavations et de palissades, c'est que notre badauderie charmée trouve à l'entour des compensations.

Les ambulants de Paris sont à la fois l'attrait et l'embarras de la rue parisienne. Il est des carrefours où la petite voiture de notre Crainquebille national vaut, dans un encombrement, une redoutable muraille. Mais les oranges qu'il traîne, les chrysanthèmes ou les violettes d'automne apportent à notre impatience le réconfort d'un peu de pittoresque et de parfum. Sur nos chaussées où parfois on se malmène, Crainquebille, tu as conquis droit de cité — toi et les confrères ambulants, les marchands de coco, de pain, de fleurs, même des vieux habits sordides — tous ceux qui achètent, vendent, travaillent en pleine rue, les seuls vraiment qui y flânent avec raison, pour vivre.

Il n'est guère changé depuis le seizième siècle où déjà de vieux recueils glanent leurs cris. La publicité qui, de nos jours, se fait par les yeux, était alors bruyante et les *crieurs publics*, fonctionnaires assermentés, qui héraient les actes officiels et les réunions de confréries, leur donnaient l'exemple. Ils sont, restés, avec une discipline plus étroite et moins d'éclat, ce qu'ils étaient jadis, l'œil engageant et la voix discordante — une voix qui nous paraît moins rude en nous devenant familière. Nous finissons par les aimer. Quand la silhouette d'un vieil ambulant disparaît du quartier qu'il avait, comme nous, élu, cela en change un peu l'aspect. Et quand nous entendons un agent « faire circuler » d'une voix autoritaire, l'offensive et contrevenante bouquetterie au panier, un certain esprit frondeur soufflé en nous, qui blâme l'Administration.

Elle n'a point pour les marchands des quatre saisons, ces travailleurs sans boutique, nos attendrissements coutumiers. Ils sont des irréguliers, tout au plus des tolérés et la préfecture de police, d'ailleurs maternelle, leur marque au besoin. Ses rigueurs, sa seule intervention nous paraissent tracassières et s'expliquent par un double souci : protéger les droits des patrons, assurer la circulation. Et elles se traduisent par une même mesure : faire sans cesse déambuler les ambulants. C'est par excellence « le petit métier qui s'en va ». Mais le résultat en est, hélas, contradictoire : si les patentes trouvent profit à cette marche éternelle, on n'a pas d'exemple, que l'arrivée d'une « bagnole » inoffensive au repos, ait dénoté un encombrement.

Tout commerce en pleine rue, si minime soit-il, est en principe prohibé. Mais un bienfaisant décret de 1856 permet au préfet de police d'autoriser à cette règle, dans l'intérêt des consommateurs, des adoucissements, et ce n'est pas la moindre charge du bureau de la circulation et des transports de Paris, parmi les Français âgés de trente ans et résidant depuis trois années consécutives à Paris, les nécessaires privilèges à qui l'on décerne le carnet d'identité et la plaque. Ronde ou longue, elle est l'objet d'ambitions multiples. On compte en moyenne dix candidatures par jour, dix dont une à peine est accueillie. Son titulaire peut vendre des œufs, du beurre, du fromage, des huîtres, du poisson et — depuis un décret de septembre 1870 — de la viande; de la volaille aussi et du gibier dont il n'était pas alors question. L'autorisation provisoire du siège de Paris a subsisté. Il peut vendre encore des fleurs coupées, la chambre syndicale des fleuristes a fait entendre les fleurs en bouquet, les pots, des fruits, des légumes frais, et la verduvre dont l'annonce, en avril, est comme le premier vagissement de la nature naissante.

Il n'est point loisible à Crainquebille d'être facétieux. On lui interdit, de façon précise, la vente des animaux vivants et des objets qui seraient de nature à exciter la curiosité des passants et provoqueraient des « rassemblements ». La forme de l'insigne préfectoral varie selon que le marchand doit exercer dans l'ancien Paris ou le Paris nouveau. Le Paris nouveau — plaque en forme de blason — c'est la périphérie, du douzième au vingtième arrondissement. Il faut suivre un long et pénible pour y parvenir, depuis les Halles, après l'approuvancement du matin. C'est là, au P. N., qu'on envoie les débutants. La plaque de l'A. P. — ronde — est bien meilleure : elle donne droit de vendre dans les arrondissements du centre, du premier au onzième — sauf une zone autour des Halles, placée par le boulevard Sébastopol et les rues de Rivoli, du Louvre et Étienne-Marcel. Passer du P. N. à l'A. P., c'est un avancement sérieux : moins de chemin, pas de temps perdu pour la vente, des quartiers populeux où les denrées sont chères. Tout cela est bien tentant, si l'enfant qui parfois, en tirant sa petite voiture surchargée vers la périphérie, ou enfiler la plaque d'argent, le porteur de la plaque P. N. essaye de tricher, au tournant d'une rue et de vendre un peu plus tôt, en contrebande. La crainte de l'agent est vaine contre cette tentation et, à bout de procès-verbaux, d'admonestations et même de suspensions, la Préfecture oblige désormais les plaques de seconde classe à couvrir la baguette pour traverser ces arrondissements de choix.

Il y a environ 6.500 titulaires de plaques qui tendent à augmenter avec la disparition progressive des marchés couverts, et l'on se rend compte, en les attendant à la petite voiture qu'ils sont contraints d'employer, de leur appoint aux embarras de Paris. Bien que la « bagnole » coûte environ 150 francs et se loue 0 fr. 50 par jour, le panier, qui suffirait à beaucoup, est prescrit, par un Règlement de 1906, sans doute parce qu'il favoriserait une promptie fuite avec bagages devant les foudres de l'autorité. Plus de six mille petites voitures, c'est toute une carrosserie. En fait, on compte le double de marchands, à raison des suppléances. Car on trouve ici, comme dans les charges à survivance de l'ancien régime, des suppléments ou adjoints. La plaque, accordée ainsi qu'un bureau de tabac très humble, n'est pas un nécessaire, est strictement personnelle.

Malgré les efforts des agents et le carnet d'identité, on fait commerce de la plaque : elle se loue quinze francs la semaine, parfois dans le centre vingt francs... Nous devons à l'exactitude la relation de confiance que nous vient d'un ambulant en instance de plaque, qui pensait l'attendre longtemps et avait résolu — pour tromper cette attente et sa faim — de travailler « en règle » avec la Préfecture...

Le marchandage est interdit. Un titulaire de plaque ne peut employer d'autre titulaire. Parfois, au lieu de travailler pour son compte (ce qui exige un petit capital d'achat), il exerce pour une grande maison. Celle-ci est d'une pratique courante pour les fruits, et les ambulants favorisent ainsi une rude concurrence au petit commerce.

Et monsieur l'agent ? Monsieur l'agent domine ce petit peuple. Il est, disent les intéressés, bien meilleur dans le centre qu'à la périphérie. Il y est moins apte à faire circuler, moins exigeant sur les épiphures, dont on reproche aux ambulants d'être prodigues. Il ne les considère point, tel le bandet de la fable, comme seuls responsables du désordre de nos rues. L'agent du centre est moins rude, sinon de voix, du moins de cœur; tel le gendarme, il n'est pas sans pitié. Il arrive après des années d'expérience dans ces rues, des dissemblances privilégiées, à une époque de sa carrière où il n'est point inaccessible à la philosophie, ennemie du règlement... Si d'ailleurs, un procès-verbal amène Crainquebille au pied des tribunaux, il semble que désormais beaucoup de bienveillance lui soit acquise. Au Havre, récemment, arrêté pour avoir exercé sans plaque, l'agent l'a relâché en déclarant que la Déclaration des Droits de l'Homme, Et la Cour de cassation, sensible à la voix de M. Anatole France, n'a point mis son veto.

et cela semble tout dire : on voit déjà s'organiser sur des bases solides le petit commerce dont cette nation paraît la garantie. Il n'est rien, si l'Administration, bonne fille, permet que l'on se fasse « aider », il faut, pour que l'aide puisse vendre, presser la marchandise et en recevoir le prix, qu'il soit agréé. Sinon, c'est un simple trépassé sans mandat... Agréé ou non, une seule grâce fait ainsi vivre deux besogneux. L'ancien continue de veiller au travail et on les rencontre, l'un attelé à la brioche, tirant dur, et s'habillant à hurler le cri que nos vieux compagnons, d'une voix éraillée, poussaient encore, en suivant les cahots de sa voiture, l'œil au client.

Malgré les efforts des agents et le carnet d'identité, on fait commerce de la plaque : elle se loue quinze francs la semaine, parfois dans le centre vingt francs... Nous devons à l'exactitude la relation de confiance que nous vient d'un ambulant en instance de plaque, qui pensait l'attendre longtemps et avait résolu — pour tromper cette att

ait de huit à dix sous, en s'accompagnant d'une chanson ou je cueillais ce distique :

« C'est moi qui les fais, c'est moi qui les vends, »
« Et c'est moi qui mange l'argent. »

Il me parut digne de l'anthologie de nos cris parisiens.
L'homme s'apprêtait à en faire l'autre, et il ajouta en confidence : « Le patron me fait vendre parce que j'ai du bagout... » Il en avait à vrai dire, et du meilleur, de ce bagout de Paris qui sait au besoin émuouvoir et détacher le couplet en guetant à l'horizon le kipi de la police. C'est ce bagout, comme aussi l'appât d'une affaire avantageuse qui maintient le succès des marchands ambulants, « ceux qui jamais, dit un auteur du treizième siècle, ne finissent de brèrre, parmi Paris, jusqu'à la nuit ! »

Edmond Cleray.

LE LIVRE DE DEMAIN

LES IDÉES ET LES FORMES

Antiquité orientale

L'œuvre de M. Péladan est fort diverse et, comme l'Hélie de Goethe, « beaucoup louchée, beaucoup blâmée », s'augmente aujourd'hui d'un ouvrage qui réunira tous les suffrages et qui honore la firme du *Mercur de France*.

Ce livre où l'histoire, la philosophie et l'esthétique s'unissent pour donner le panorama des pensées et des chefs-d'œuvre de l'Orient, est appelé à un grand rôle d'utilité.

Il réunit à chaque civilisation orientale les notions majeures sur la religion et sur les temples, sur la vie et sur la tombe, et montre le parallélisme des idées et des formes, expliquant les uns par les autres.

Nous tirons de l'introduction quelques pages où l'idéalisme de l'auteur n'exclut pas une méthodique vraiment critique.

Dans le domaine esthétique, les maîtres sont moins sûrs, les principes mal définis, les opinions sans cesse contradictoires. Un élève de l'Université possède beaucoup plus de notions indubitables qu'un élève de l'école des Beaux-Arts.

Les chefs-d'œuvre incontestables et unanimement tenus pour tels dans les arts du dessin : voilà les vrais principes.

Voilà, s'entend ici dans le même sens que lire et écrire, à des images qui se trouvent partout et non à des voyages qui exigent du loisir et de l'or.

On apprend à voir comme on apprend à lire. Cette étude demande une application plus longue. Combien de lettrés et même d'écrivains illustres n'ont jamais su voir ? Erasme ne concevait pas qu'on s'exaltât devant un marbre grec.

Sans doute, Léonard appelle justement le dessin une langue universelle. L'enfant reconnaît les objets avant de syllaber leur nom : mais pour lui tout homme est « un bon homme » ; adolescent, il s'intéresse à l'action du bonhomme, et pas encore au torse brisé du Belvédère. Après ses humanités, on comprend les

histoires que l'art raconte sans pénétrer l'arcane de la beauté. Pourquoi, de deux vases semblables de matière et sans ornementation, l'un passe-t-il pour chef-d'œuvre et l'autre est-il tenu pour un vulgaire pot ? Pourquoi les arcades des rues de Bologne sont-elles nobles et celles de la rue de Rivoli quelconques ? Pourquoi une monnaie antique mérite-t-elle l'admiration, tandis que la nôtre est vouée ou méprisée ? Parce que la ligne de l'arcade, du vase et le relief de la pièce donnent l'impression d'un rythme parfait. Si on demande les règles de ce rythme, personne ne répondra : c'est littéralement un mystère.

Le Beau est, le mystère des formes. Il faut donc une initiation pour le comprendre en même temps qu'une disposition.

« Les sciences imitables et quantitatives sont celles où le disciple se fait égal à son maître, comme les mathématiques », dit Léonard, « mais les sciences imitables et qualitatives sont celles qui ne peuvent se léguer par héritage et où le disciple n'atteint jamais le maître ». La Beauté ne se prouve pas, elle s'éprouve. Il y a cependant des règles pour la produire comme pour la reconnaître. Née d'une sensibilité admirable, elle s'adresse à la sensibilité.

En écartant la question d'individualisme, nos facultés dépendent de la culture que nous leur donnons, et les vertus spirituelles, comme les morales, méritent l'épithète d'habitudes.

A chaque étude il faut des principes ; la science s'appuie sur le phénomène avec sécurité ; l'art trouvera ses lois dans les chefs-d'œuvre, phénomènes aussi évidents que ceux de la Cosmologie.

L'esthétique serait déjà une science constituée si on l'avait considérée indépendamment des systèmes philosophiques. On l'a traitée comme une annexe de la croyance, la baptisant et la paginant tour à tour, suivant qu'on fréquentait la paroisse ou la Faculté.

Qu'est-ce que l'Art ? La création humaine.

Dieu a fait l'univers (macrocosme), l'homme a fait le temple (microcosme) d'où les arts sont sortis. Ce n'est pas étonnant qu'on attribue à l'homme la faculté de créer. Les formes architectoniques en témoignent ; et si la caverne a inspiré la crypte, l'arbre la colonne et la forêt le vaisseau ecclésiastique, il restait beaucoup à faire à son génie.

Les relations des thèmes naturels avec les œuvres rentrent dans les spéculations mystagogiques : l'art n'est pas une activité propre à notre espèce, mais particulière à un très petit nombre d'hommes d'une espèce suréminente. Le métier imite et répète l'œuvre d'art, l'industrie la répand. Une génération de touche-à-tout a inventé cette ineptie « les arts d'agrément », ce qui conteste l'infinité dignité du véritable artiste et la sur-naturalité des chefs-d'œuvre. Beaucoup de gens étendent des couleurs sur de la toile, cela ne permet pas de méconnaître qu'autrefois le pinceau ouvrit le ciel à

nos yeux mortels et nous fit voir des visages d'éternité.

Les plus dignes des hommes sont ceux qui expriment l'humanité et lui fournissent l'essence de sa vie spirituelle et les formes de son rêve.

Les ouvrages montrent entre eux la même distance que les hommes ; mais tandis que ces derniers peuvent plaire par un mélange tel quel de qualités et de défauts, les premiers sont tenus à présenter un ensemble harmonique, une unité qualitative.

La forme, langage prodigieusement synthétique, tire de la réalité une abstraction nommée ligne ou volume.

Qu'est-ce qu'un monument, sinon un calcul de lignes et de volumes pour l'expression d'une volonté spirituelle ? De l'allée de la forêt et de la caverne à une cathédrale, le travail de l'homme apparaît colossal. Qu'est-ce qu'une figure comme le sphinx ou le taureau allié à face humaine, sinon une combinaison philosophique de motifs naturels pour la manifestation d'une idée ? Du chat au sphinx, du taureau sauvage au génie qui garde le seuil des temples, l'artiste, par des opérations quasi-divines, se hausse jusqu'au rôle de créateur. Or, la compréhension de tels miracles n'appartient pas à tous, et nul ne les entend sans un effort.

« Pour un esprit philosophique, il n'y a vraiment dans le passé de l'humanité que trois histoires de premier intérêt : l'histoire grecque, l'histoire d'Israël et l'histoire romaine. Ces trois histoires réunies constituent ce qu'on peut appeler l'histoire de la civilisation, la civilisation étant le résultat de la collaboration alternative de la Grèce, de la Judée et de Rome. » Qui dit cela ? un précepteur du Dauphin, un prédécesseur du bon Rollin ? Non, cette opinion qui portait l'estampille du dix-septième siècle est celle d'un homme qui passe pour un novateur et même un téméraire, qui a voyagé en Syrie, qui s'est consacré aux études sémitiques, Ernest Renan.

Or, ni les idées, ni surtout les formes de ces trois civilisations ne sont originales. Israël s'est tout à tour inspiré de la Chaldée et de la Phénicie ; la Grèce archaïque ressemble à l'Égypte et Rome imita la Grèce, dès qu'elle voulut s'élever. L'historique demanderait des monographies, la preuve esthétique se présente d'un coup et péremptoire.

Le parallélisme des idées et des formes deviendra la méthode même de l'histoire philosophique, lorsqu'un homme officiel la présentera au public. Pour en saisir l'importance, il faut se souvenir du thème hugolien dans *Notre-Dame de Paris*, l'imprimerie a substitué les mots aux formes et fermé l'ère synthétique pour ouvrir celle de l'analyse et de la spécialisation ; la Révolution en dispersant les antiques communions comme les corporations, a détruit les motifs de l'expression esthétique en même temps que les garanties d'exécution.

Platon a donné une ascétique des passions basée sur l'esthétique, lorsqu'il dit de se plaire d'abord à la beauté éparse, puis à sa synthèse, enfin à sa moralité. L'évolution de la pensée se fait par un

double passage du plan sensible à l'affectif et de l'affectif à l'abstrait.

Il y a autant de métaphysique transcendante dans un marbre que dans un traité d'Aristote, seulement, ceux qui lisent sont légion auprès du petit nombre de ceux qui voient.

La Nécéssité fut la première muse ; on ne la nomme jamais, l'homme croirait ainsi diminuer à la fois son origine et son devenir, il ne veut d'autre preuve de son génie que son art, la création désintéressée de la beauté. Il oublie volontairement l'incommensurable effort que patronna Prométhée, pour s'enorgueillir d'avoir découvert la perfection.

Car le plaisir esthétique résulte d'une rencontre de notre esprit avec un reflet de l'absolu : rencontre d'une volupté suréminente que l'art seul procure.

Etrange condition que celle d'un être qui ne s'estime que dans la mesure où il sort de lui-même et du présent ? Qui met son honneur à sacrifier ses instincts à des sentiments et supporte tout pourvu que ses peines soient le prix d'un rêve !

Plus étrange encore que nos maux et nos biens positifs tiennent moins de place que ceux que nous imaginons et que les seuls motifs, qui nous soient chers s'appellent des abstractions.

L'appréhension et le regret torturent plus que l'événement et l'homme dominé par ses impressions autant que par les réalités, s'efforce d'affirmer son immortalité destinée ; et comme la notion divine est le sommet de sa pensée, il fait le Dieu, en créant à son tour des formes réalisatrices de sa volonté. Les grands artistes dont la psychologie nous est connue, ne découvrent pas tous un état de conscience aussi transcendental ; peu d'hommes savent ce qu'ils font, soit en bien, soit en mal, et le génie de l'humanité se cache derrière le génie individuel.

L'œuvre d'art renferme la manifestation majeure de notre espèce et la plus haute expression de son désir. Au lieu de lui imposer un sens doctrinal, mieux vaut l'entendre comme une exaltation de l'âme.

La tradition est le nom métaphysique de l'expérience ; l'exemple qui prouve les règles, le déterminisme sensible.

Ce qui est beau, emprunte ce caractère des mêmes principes, d'un bout à l'autre de l'histoire ; et l'esthétique offre sans cesse la manifestation de théories permanentes et propres à son essence, en dépit des lieux et des races.

La culture littéraire suffit-elle à un homme du vingtième siècle ? Celui qui aurait beaucoup lu serait-il l'honnête intellectuel ayant des clartés de tout ? Non.

L'admirable Racine qui traduisait Sophocle à livre ouvert devrait aujourd'hui connaître le Parthénon et ses métopes et Bossuet irait au musée avant d'écouter les Égyptiens.

Des exemples illustrent que le philologue peut se passer des longs et pénibles voyages, et les textes testamentaires de l'esprit se révèlent à l'esprit qui les interroge : l'œuvre d'art et surtout

l'édifice, je ne crois pas qu'on le puisse sentir d'après le livre qui ne se révèle pas en image. La terre qu'on foule, le ciel qui plafonne, l'air même qui passe sont des truchements de la compréhension. Je n'ai compris la Grèce qu'au Parthénon et l'Égypte qu'à Thèbes.

Les textes reçoivent de l'étude des monuments une éclatante lumière. Bossuet, d'après Diodore, ne croit-il pas que le jugement de l'âme, en Égypte, se fait sur la terre, et que le verdict consiste à la permission ou au refus de la sépulture ? Et depuis combien de temps sait-on que Paris ou baris, la ville qui a pour emblème une nef, porte le nom de la barque sacrée en Égypte ?

Pour juger du mérite d'une littérature, il faut en savoir la langue et en comprendre le texte ; or, la forme traduisant toujours une idée, on ne décidera de sa perfection que par la connaissance de cette idée.

Les catégories perdent leur importance suivant les époques. Le Père-Lachaise n'a pas de proportion avec la nécropole memphite ; et les Halles aux draps d'Ypres égalent en importance une cathédrale ; à la Renaissance les palais l'emportent sur les églises. D'autre part, où trouverions-nous en Orient, des édifices civils de l'importance des Thermes de Caracalla ou des hôtels de ville flamands ? Les divisions de l'ère orientale ne conviendraient pas à l'autre.

Faut-il justifier cette méthode ? L'homme ne dépend-il pas surtout de deux notions, son origine et sa fin et ses actes collectifs et surtout, esthétiques ne sont-ils pas ainsi déterminés ?

Nous sommes habitués aux philosophies plus qu'aux religions : les premières abstraites participent moins au temps, au lieu et à la race. L'art lui-même inspiré par les religions qui lui fournissent des thèmes autrement féconds. Il n'existe pas d'art philosophique parce que la forme donne un corps aux âmes et non aux concepts.

Avant d'écrire, l'homme dessina. Pour que le disque s'identifiât au soleil, puis au jour à la vie, à la victoire, à la richesse et devint un idéogramme, une clé expressive, un hiéroglyphe, il fallut une longue élaboration. Les rébus de nos journaux illustrent ou abrègent les choses constituent des hiéroglyphes phonétiques. D'abord, on abrégea les formes, un point fut un œil, une plume un oiseau, la convention intervint : une étoile sous le croissant signifia le mois.

Champollion, en lisant les noms de Bérénice et de Cléopâtre sur les cartouches royaux, découvrit un alphabet ; du jour où la forme devint lettre, et qu'il y eut une écriture, elle se transforma et commença sa véritable destinée de réalisation optique.

L'œil, le sens magnifié par Léonard au-dessus de tous les autres, a doté l'esprit d'une faculté spéciale d'inventer les corps pour les divers sentiments réalisant pour tous l'impression d'un seul.

Cette faculté n'a aucun rapport avec l'imitation qui n'est qu'un acheminement vers la conception artistique. La photo-

graphie a mieux servi la véritable esthétique que les spéculations transcendantes : un instantané ne fournit qu'un document et jamais la beauté, qui n'existe pas plus que la vérité ou la justice, ou toute autre abstraction que l'homme conçoit parce qu'il la contient. Toutefois, si la vérité, si la justice ne parviennent à l'évidence, la beauté s'impose et défie le doute et la contradiction : c'est le seul aspect de la perfection qu'il nous soit donné de contempler.

L'homme créé en 4138, postérieurement au grand Sphinx, le déluge universel en 2482, au temps où les Élamites envahirent la Kaldée, voilà les dates pour 1850. Un immense horizon historique, s'est révélé à nous depuis un siècle.

Les personnes mûres ont appris l'histoire dans des manuels forcément erronés, puisque les découvertes de ces derniers temps étaient imparfaites et à l'état de nouveautés pendant leur éducation : celui qui fit ses classes vers la fin du second empire n'entend plus rien à l'histoire générale, s'il n'a recommencé son instruction par la lecture et le musée.

L'obélisque de la place de la Concorde privé de son pyramide dorée, de sa base propre, et perdu au milieu d'un trop vaste espace, ne donne aucunement l'effet réel qu'il produit en avant d'un temple à l'architecture trapue.

En Égypte, les temples inondés de soleil par l'écroulement des dalles de la toiture ne manifestent pas le caractère mystérieux d'autrefois, où la pénombre régnait dans le sanctuaire.

La notion exclusivement littéraire est souvent fautive : il faut avoir vu Jérusalem pour se rendre compte de la disproportion prodigieuse entre la réalité de cette ville et le prestige de son nom, tandis que le Parthénon seul témoigne pleinement du génie d'Athènes et rend explicable l'épithète de barbare que les Athéniens prodiguaient à tout venant.

La connaissance du passé ne comporte pas exclusivement que les chefs-d'œuvre, et l'étude livre au lettré autre chose que des merveilles, un complément d'information sur les races qui jouèrent un rôle dans l'univers.

Israël n'a point d'art qui lui soit propre, mais il est intéressant de connaître comment ce petit peuple si littéraire construisait son temple.

La Phrygie ne nous livrera rien d'admirable, pourtant notre mémoire s'intéresse à Tantalos, à Niobé. N'est-ce pas le vainqueur de Tantalos, Ilios, qui fonde Troie ? N'y a-t-il pas, parmi les modes grecs, le phrygien ? Cybèle est phrygienne comme Dionysos est thrace. Cela suffit pour que les ruines de ces pays nous intéressent.

J. Péladan.

Imprimeur-gérant : QUINTARD

Paris, Imprimerie du Figaro, 26, rue Drouot

CHEMINS D'AMOUR

Poésie de Charles Fuster

MÉLODIE DE CAMILLE CHEVILLARD

CHANT

Lent et très expressif (sans trémer) Dim. Poco rit. a Tempo. Comme, au

PIANO

mf

fond des bois sil. lon. nes de rou. tes, Nous nous ar. rêtons au pre. mier dé. tour,

Poco.

Tu m'as deman. dé, les re. gardant tou. tes; "Quelle rou. te, dis! conduit à l'a.

Molto dim. pp Molto cresc.

meno p

mour. Tant que l'on n'a pas trou. vé de com. pa

Dim. p molto legato.

gne Et qu'on cher. che seul l'a. mour qui s'en. fuit. On

Cresc. Dim.

peut parcou. rir l'immen. se cam. pa. gne De tant de che.

Poco f Dim.

mins aucun n'y con. duit. Mais a. ton trou. vé deux yeux pour é.

Sempre dim. Poco rit. a Tempo.

toi. les. Pris pour nid du cœur le creux de deux mains. Mé. me dans la

Poco a poco cresc.

quit. sur. tout sous ses voi. les. On va vers l'amour

Dim. p Molto dim.

par tous les che. mins!

Rouart, éditeur-propriétaire.

Ayuntamiento de Madrid